21. B. 13.

BOSTON
MEDICAL LIBRARY
8 THE FENWAY.

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Open Knowledge Commons and Harvard Medical School

http://www.archive.org/details/nouvellesidess00ever

NOUVELLES IDÉES

SUR

LA POPULATION.

PARIS. — DE L'IMPRIMERIE DE RIGNOUX,
rue des Francs-Bourgeois-S.-Michel, n° 8.

407

NOUVELLES IDÉES

SUR

LA POPULATION,

AVEC DES REMARQUES

SUR LES

THÉORIES DE MALTHUS ET DE GODWIN;

PAR ALEXANDRE H. EVERETT,

ALORS CHARGÉ D'AFFAIRES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA COUR DES PAYS-BAS; DEPUIS, AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA COUR D'ESPAGNE.

OUVRAGE TRADUIT SUR L'ÉDITION ANGLAISE

PUBLIÉE A BOSTON, EN 1823,

AVEC UNE NOUVELLE PRÉFACE DE L'AUTEUR;

PAR C. J. FERRY,

L'un des Rédacteurs de la *REVUE ENCYCLOPÉDIQUE.*

PARIS.

JULES RENOUARD, LIBRAIRE,

RUE DE TOURNON, N° 6;

SAUTELET, LIBRAIRE,

PLACE DE LA BOURSE.

1826.

HOMŒOPATHIC MEDICAL
AUG 1918
LIBRARY

L1. B. 12.

27469

Wm. Everett.
July 28, 1868.

PRÉFACE
DE
L'ÉDITION ANGLAISE.

ECONOMICAL LIBRARY AUG 8 1918

Le traité suivant a été écrit sur le continent, pendant l'hiver dernier. Une nouvelle lecture de l'Essai de M. Malthus sur la population, et quelques conversations dirigées vers le même objet que j'eus à la même époque avec un ami, me suggérèrent des idées qui me parurent nouvelles, et qui conduisent à des conclusions entièrement opposées à celles de cet économiste distingué. Sans avoir une confiance présomptueuse dans mes propres lumières, surtout lorsqu'elles me portent à réfuter les opinions d'un auteur qui jouit d'une réputation et d'une influence méritées, opinions sanctionnées par beaucoup de juges compétens, j'ai cependant résolu de soumettre mes vues au public. J'éprouverai un

vif sentiment de satisfaction, si elles contribuent à répandre quelque jour sur l'intéressante question à laquelle elles se rattachent, non-seulement parce qu'il est toujours honorable et flatteur d'avoir une part dans la découverte de la vérité; mais surtout parce que les principes que j'ai émis me paraissent en eux-mêmes bien plus d'accord avec les plus nobles affections de notre nature, que le système adopté aujourd'hui presque généralement. Sans aller jusqu'à dire, comme Cicéron à propos d'Épicure et de Platon, que j'aimerais mieux me trouver en faute dans mes propres principes, que d'être du côté de la vérité avec ceux de M. Malthus, j'avouerai néanmoins, sans hésitation, que j'éprouverais de la peine, indépendamment de toute considération personnelle, à être convaincu de la fausseté de mes opinions, et de la justesse d'une théorie qui tend si puissamment à rendre amère la coupe de la vie (1).

Quelle que soit la décision du public sur

---

(1) Expression de Pope.

le contenu de ce petit traité, j'espère que l'on reconnaîtra, dans sa forme et dans son esprit, l'œuvre d'un ami de l'humanité et du bonheur des hommes. Je me suis attaché particulièrement à être court, sans perdre de vue que la clarté est le mérite essentiel d'un écrit tel que celui-ci.

Lorsque je vins dans cette ville (Londres) pour y surveiller l'impression de mon ouvrage, j'eus l'occasion d'en parler à mon illustre ami, sir *James* Mackintosh, et de lui exposer l'ensemble de mes opinions sur le sujet que j'ai traité. Cet homme d'état, ce philosophe, au nom duquel il m'est si honorable d'associer le mien, apprenant qu'il s'agissait d'une réfutation des doctrines de M. Malthus, m'offrit obligeamment de me mettre en relation avec ce publiciste, et de me conduire chez lui, au collége des Indes orientales. J'acceptai avec empressement, tant par le désir de faire connaissance avec un écrivain aussi distingué, que dans l'espoir de reconnaître, en m'entretenant avec lui, si j'avais bien compris ses ouvrages. Dans le cas où j'aurais acquis la conviction

que je m'étais trompé, j'étais décidé d'avance à sacrifier mon travail.

Quoique je fusse loin d'adopter les principes fondamentaux de M. Malthus, j'avais remarqué avec beaucoup de plaisir, dans ses écrits, ce ton de sagesse et de franchise qui attire si puissamment l'attention et la confiance des lecteurs. Je ne crains pas de dire qu'il me parut, dans la conversation, précisément tel qu'il s'est montré dans ses ouvrages. J'ai vu bien peu de modèles aussi accomplis de la raison du philosophe, jointe à la politesse de l'homme du monde le plus aimable. L'obligeant accueil qu'il me fit, les explications qu'il voulut bien me donner, sa complaisance, les soins qu'il prit pour que ses réponses fussent claires et satisfaisantes, tout dans cet entretien me pénétra de reconnaissance. Je n'aurai pas envers lui le tort de supposer un instant que l'exposition sincère d'une autre opinion que la sienne puisse le blesser. Si quelquefois la chaleur de la composition et la force du raisonnement m'ont entraîné plus loin que je n'aurais voulu, s'il m'est échappé une seule

expression contraire à la profonde estime et au respect que les qualités personnelles de M. Malthus m'ont inspirés, qu'il me soit permis de désavouer formellement ce qui serait si opposé à mes intentions : mais j'ai la confiance que rien dans ce traité ne méritera ce reproche. Je suis convaincu que l'illustre écrivain dont je parle est toujours prêt à changer d'opinion, dès qu'il aperçoit qu'il s'était trompé, et que les vérités les plus consolantes pour l'humanité sont celles qu'il adopte avec le plus d'empressement.

Il ne conviendrait point de révéler le secret d'un entretien confidentiel; d'ailleurs, tout ce qui fut dit entre M. Malthus et moi se trouve imprimé dans nos ouvrages. Je me bornerai donc à dire que tout fut parfaitement éclairci de part et d'autre; que nous vîmes distinctement en quoi nous étions d'accord, et sur quels points nous étions conduits à penser différemment, suivant l'aspect sous lequel nous considérions les objets; peut-être aussi, d'après quelques impressions produites par des causes accidentelles, et fortifiées par l'habitude. Quel-

ques heures de conversation ne peuvent suffire pour effacer les traits gravés par le tems : je n'avais donc aucun motif pour changer de résolution, et je publiai mon ouvrage.

M. Malthus m'avait dit que le fond de mes doctrines se trouvait dans un écrit de M. S. Gray, *sur la population :* comme je ne connais point cet écrit, je n'ai pu comparer les idées de M. Gray avec les miennes. Si nous nous étions effectivement rencontrés, la priorité lui appartiendrait, et il faudrait supprimer, dans ce traité, le titre de *nouvelles idées*. Mais il paraît que le public ne s'est guère occupé de cette production de M. Gray, et que, dans tous les cas, il ne sera pas inutile de reproduire sous une autre forme ce qui n'a pu sortir de l'obscurité avec le secours de cet écrivain. Mais, d'après quelques indications que j'ai recueillies à la hâte chez M. Malthus, je suis porté à croire que je n'ai pas été devancé sur les points les plus importans des doctrines que je vais exposer.

Londres, 20 mai 1823.

PRÉFACE DE L'AUTEUR

POUR LA TRADUCTION FRANÇAISE.

Je regarde comme *nouvelles* les opinions développées dans ce petit ouvrage, parce qu'elles s'éloignent de celles qui sont généralement admises; mais, loin de prétendre les énoncer pour la première fois, je reconnais qu'elles ne sont autre chose que les pensées de presque tous les hommes habitués à réfléchir, des législateurs et des philosophes les plus distingués de tous les tems et de tous les peuples. Jusqu'à une époque très-récente, l'accroissement de population fut considéré comme un signe et une source de prospérité publique, et ce principe d'économie politique est l'expression sommaire des vérités que je me propose d'établir; mais voilà qu'un écrivain anglais apparaît tout à coup, et renverse pour quelque tems un édifice que l'on croyait bien affermi. Son livre opère un changement prodigieux dans les doctrines relatives à la population; il persuade que l'on s'était écarté du vrai,

autant qu'il était possible, puisque l'on avait adopté l'opinion qui lui est directement opposée. Suivant cet écrivain, l'accroissement de population est la véritable, la seule cause des maux que nous souffrons; et ce paradoxe est appuyé par des raisonnemens d'une forme presque mathématique. Par une disposition remarquable de l'opinion publique à cette époque, le nouveau système fut accueilli sur-le-champ avec une faveur qui ne s'est pas démentie pendant près de trente ans. Cet engouement subit et général passerait peut-être pour un caprice, s'il eût duré moins long-tems, et si les événemens contemporains n'en donnaient pas l'explication, comme on le verra dans le premier chapitre de cet ouvrage. Mais, tout en admettant que les circonstances influèrent sur le succès du système dont il s'agit, on n'est pas dispensé d'y reconnaître en même tems une nouvelle preuve de la justesse de l'ancien adage latin : *habent sua fata libelli.* Comme le plus grand nombre est hors d'état de se faire une opinion sur les matières abstraites, l'autorité de deux ou trois noms imposans suffit pour enchaîner la pensée de toute une génération, et pour faire admettre comme vrais des jugemens fort peu réfléchis. Si l'on recherche l'origine

des croyances de notre âge, et de tous les tems, on sera tenté de penser qu'elles furent adoptées comme des articles de foi, précisément *à cause de leur absurdité*, suivant la doctrine de l'un des pères de l'église.

Parmi les conséquences que l'auteur dont il s'agit a tirées de ses principes, il en est une qui ne sera pas contestée, même de ceux qui n'adoptent point ses paradoxes; c'est la nécessité de ne former des unions conjugales qu'avec beaucoup de prudence, et en portant sur l'avenir des regards très-attentifs. Le conseil est plein de sagesse, et les penchans naturels de l'homme doivent rassurer ceux qui le croiraient dangereux pour les sociétés. Mais, quand M. Malthus déduit des mêmes principes que les établissemens pour soulager les pauvres, les infirmes et les vieillards ne peuvent être que nuisibles; que la bienfaisance n'est, dans les particuliers, qu'une vertu purement imaginaire; que la société n'éprouve aucun dommage réel, lorsque les grandes causes de destruction viennent dépeupler la terre; que chercher à perfectionner les institutions politiques, afin de rendre l'homme plus heureux, c'est perdre son tems et ses peines à la poursuite d'un fantôme : quand, dis-je, une théorie est telle, qu'un raisonnement exact en

tire nécessairement ces épouvantables conclusions, il n'est pas sans intérêt d'examiner, ne fût-ce que par curiosité, si cette théorie est bien fondée. Il s'agit de savoir si les plus nobles pensées de l'homme ne sont que des erreurs, si les sentimens les plus généreux ne mènent qu'à des actes de folie... Repoussons cette idée qui ne peut être admise un seul instant, même comme hypothèse, et tâchons de mettre à découvert les sophismes qui, durant vingt ou trente ans, et dans les deux mondes, en imposèrent à un si grand nombre de bons esprits.

Voilà ce que je me suis proposé dans l'écrit dont la traduction est offerte au public. Lorsque cet ouvrage parut en Angleterre et en Amérique, il y a deux ans, je conservais encore une certaine défiance; je n'étais pas assez convaincu de la justesse de mes idées. Depuis ce tems, j'ai eu la satisfaction de les voir approuvées par des personnes dont le jugement est une autorité pour moi; et, s'il m'est permis d'y joindre mes propres observations, je dirai qu'elles m'ont toujours donné lieu de croire que je ne m'étais point trompé. C'est donc avec plus d'assurance que je présente aujourd'hui mes pensées dans un autre idiome; mais, plus je suis convaincu de leur importance, plus je regrette de n'avoir

pas su les développer avec l'étendue, la clarté et l'ordre qu'exige une matière aussi grave. Cependant, je serai satisfait de mon travail, s'il obtient le suffrage de la nation illustre et éclairée pour laquelle je publie cette traduction.

Les doctrines étranges de M. Malthus se sont moins répandues sur le continent que dans la Grande-Bretagne, quoiqu'elles aient compté parmi leurs partisans quelques-uns des plus célèbres philosophes français, et notamment M. J.-B. Say, qui s'est placé, dans l'opinion publique, à la tête des écrivains sur l'économie politique. Il prête aux paradoxes de M. Malthus l'appui de son imposante autorité; et cependant, ces paradoxes me semblent directement opposés à des principes dont M. Say a cru devoir prendre la défense contre M. Malthus lui-même. A ce propos, je crois devoir placer ici quelques observations sur la partie de l'excellent ouvrage où l'auteur français a traité ces questions.

Le dernier chapitre du second volume a pour titre : *De la population dans ses rapports avec l'économie politique.* On y trouve une exposition très-succincte du système de M. Malthus. Je ne puis croire que M. Say n'ait admis ces opinions qu'après un mûr examen; un homme d'un ta-

lent aussi remarquable imprime à tout ce qu'il écrit le caractère de ses propres pensées, et ne s'abstient point de remarques sur les pensées des autres : de plus, lorsqu'il aborde la question et la traite suivant ses idées, il n'est point d'accord avec l'auteur anglais. Le principe fondamental de la doctrine de celui-ci est, comme je le fais voir dans cet ouvrage, un prétendu fait qu'il regarde comme incontestable ; qu'une portion quelconque de la race humaine ne peut subsister que des produits du sol qu'elle occupe. Sapez cette base, et tout l'échafaudage de démonstrations mathématiques tombe à la fois. Très-certainement, M. Say n'a pas vu que tout le système de M. Malthus repose sur cette hypothèse ; car, dans le chapitre consacré à ce système, il fait remarquer plusieurs fois que « les habitans de quelques contrées tirent leur subsistance du dehors. Les denrées alimentaires ne sont pas toutes des produits du sol : on se les procure par le commerce, aussi bien que par l'agriculture. Il y a plusieurs contrées qui nourrissent bien plus d'habitans que n'en peuvent alimenter les produits de leurs terres. » Cette observation, reproduite plusieurs fois, suffit seule pour réfuter presque tous les raisonnemens qu'on lit dans ce chapitre. Un peu

plus loin, l'auteur ajoute : « Le commerce, et surtout le commerce maritime, facilitant les échanges, et même les échanges lointains, permet de se procurer des denrées alimentaires en retour de beaucoup d'autres produits. » Ensuite, en parlant des Anglais : « La masse énorme des productions permet à ce peuple de multiplier au delà du nombre que le sol peut nourrir. » Et enfin : « Il y a plusieurs petits États dont le territoire seul ne suffirait pas à nourrir un des faubourgs de la capitale. » Ces citations, auxquelles je pourrais en ajouter beaucoup d'autres analogues, font assez connaître l'opinion de l'auteur sur les ressources que certaines contrées trouvent dans le commerce pour suppléer aux alimens que leur sol ne peut fournir; mais il n'a pas observé que ce fait bien constaté renverse de fond en comble le système de M. Malthus; c'est ce qui sera développé dans mon ouvrage.

Il me semble aussi que les principes de M. Say, sur la population, ne s'accordent point avec sa doctrine favorite, cet équilibre qui, suivant lui, se maintient constamment entre les divisions des produits, en sorte que l'accroissement de l'un ne peut être que momentané, si les autres n'augmentent pas proportionnellement, ainsi

que la masse des consommations. Cette doctrine, attaquée par M. Malthus, et défendue avec succès dans une suite de lettres adressées par l'économiste français à celui d'Angleterre, n'est pourtant pas garantie de tous les coups que l'on pourrait lui porter ; il est une objection qui, si elle prend de la consistance, menace à la fois ce que les deux auteurs ont écrit sur la population : j'avoue, quant à moi, que je ne puis me refuser à son évidence. L'augmentation des produits, dira-t-on, doit être attribuée, soit aux moyens de rendre le travail plus fructueux, c'est-à-dire, aux perfectionnemens des procédés ou des machines ; soit à une plus grande quantité de travail, et par conséquent à un accroissement de population. Appliquons à ces deux cas la doctrine de M. Say, car elle les comprend l'un et l'autre. Le second ferait voir que l'augmentation du nombre de travailleurs, ou de la population, peut être sans inconvénient, tant que cette population voudra travailler; qu'il ne tiendra qu'à elle, pour sasisfaire le besoin ou le désir d'ajouter à ses subsistances, de donner à quelques-uns des produits de son industrie une extension qui ne peut devenir excessive, puisqu'elle occasionne toujours un progrès correspondant et proportionnel dans

toutes les autres productions, et par conséquent dans les ressources alimentaires. Certainement, si M. Say n'avait pas donné plus d'attention à d'autres aspects sous lesquels on peut considérer le même sujet, ces observations ne lui auraient point échappé; elles auraient opéré quelque changement dans l'ensemble de ses idées relativement à la population, et son excellent ouvrage eût été exempt du très-petit nombre de légères incorrections qu'un examen minutieux pourrait y découvrir.

M. de Sismondi, auteur de l'*Histoire des républiques italiennes*, et de plusieurs autres ouvrages justement estimés, a traité le même sujet dans plusieurs chapitres de ses *Nouveaux principes d'économie politique*. Il n'a pu se soustraire entièrement à l'influence des opinions dominantes; mais, en le comparant à M. Say, il est plus près de la vérité. Il a reconnu et signalé, avec une perspicacité très-remarquable, la source des erreurs dans lesquelles M. Malthus est tombé. « Le raisonnement qui sert de base au système de M. Malthus, et auquel il appelle sans cesse dans son livre, est complétement sophistique : il met en opposition l'accroissement possible de la population humaine, abstractivement parlant et sans avoir égard aux

circonstances, avec l'accroissement positif des animaux et des végétaux dans un lieu déterminé, et avec des circonstances toujours plus défavorables ». (Liv. VII, chap. III) Cette objection est parfaitement juste, et décide la question : on la retrouvera dans les chapitres IV et V de cet essai ; et, comme je n'y cite point M. de Sismondi, je crois devoir prévenir que je n'avais pas encore lu son ouvrage lorsque je composai le mien. Je me rencontre encore avec le savant auteur au sujet de la singulière assertion de M. Malthus, que « les produits du sol sont la seule mesure de la population qu'un pays peut avoir et conserver. » Cette proposition n'est vraie qu'en l'appliquant au globe terrestre tout entier, ou à un pays qui n'a aucune possibilité de tirer des autres aucune partie de sa subsistance ; partout ailleurs, le commerce étranger l'a modifiée. » — M. de Sismondi n'insiste pas sur cette objection qui, selon moi, ne se borne point à *modifier* la proposition de M. Malthus, mais qui en démontre la fausseté. Comme l'auteur genevois n'a pas, sur la population, les mêmes idées que M. Say, on est moins surpris qu'il n'ait pas cherché à connaître, dans toute leur étendue, les erreurs de l'auteur anglais ; mais la science lui doit beaucoup, puisqu'il a

réfuté par des raisons très-satisfaisantes une doctrine regardée comme assez évidente pour n'avoir pas besoin d'être prouvée.

Cependant, il est fort extraordinaire que M. de Sismondi paraisse adopter les conséquences du système dont il vient d'attaquer les principes. Après tout, la vérité des conclusions dépend de celle des principes de son système, et la bonté des applications, de la justesse des règles ; celles que M. Malthus déduit n'ont rien d'attrayant, ni de conforme à l'opinion commune. M. de Sismondi partage ses terreurs au sujet des maux que peut causer un excès de population : il blâme aussi les aumônes publiques et privées ; il voit avec la même inquiétude les mariages des pauvres, et donne à ce sujet des conseils que je ne rapporterai point, dont la singularité dénote beaucoup de craintes, et ne garantit point l'efficacité des mesures proposées. Voici comment il termine ses considérations sur la charité : « La charité publique peut enfin être considérée comme un encouragement que la société donne à une population qu'elle ne peut pas maintenir. » Il affirme aussi qu'il y a souvent plus d'erreurs dans les institutions politiques pour encourager la population, que dans celles qui lui prescriraient des limites ; que le malaise

de l'Europe provient surtout de ce qu'elle est surchargée d'habitans. « Nous éprouvons aujourd'hui, dans presque toute l'Europe, la calamité de ne pouvoir maintenir une population surabondante; c'est à nos gouvernans, c'est à leur zèle imprudent que nous devons cette calamité. Chez nous, l'instruction religieuse, la législation, l'organisation sociale, tout a tendu à faire naître une population à l'existence de laquelle on n'avait pas pourvu d'avance. »

Aucun écrivain n'a plus de droits que M. de Sismondi à la confiance et à l'attention des lecteurs. Je l'avoue cependant; les observations que je viens de citer me semblent fort singulières. En jetant les yeux sur l'Europe, depuis le cap Nord jusqu'au détroit de Gibraltar, et depuis les côtes du Portugal jusqu'aux monts Ourals, on ne voit que deux ou trois petits coins de terre que l'on puisse regarder comme très-peuplés, et ce sont les contrées les plus florissantes et les plus heureuses; il suffit de nommer l'Angleterre, la Hollande et la Suisse. Tout le reste est dans un état de souffrance, faute d'habitans; et cette dépopulation ne peut être imputée qu'aux vices de ces institutions, qui, selon M. de Sismondi, tendraient au contraire à augmenter le nombre des habitans. L'Espagne, le

Portugal, l'Italie sont-ils trop peuplés? La Pologne, l'Autriche, la Hongrie, la Russie et la Turquie ont-elles à se plaindre d'être surchargées d'habitans? La France même, l'un des pays les plus florissans de l'Europe, est en état de nourrir une population de 150 millions d'individus, au lieu de 30 millions que l'on y compte aujourd'hui. L'Irlande est le seul pays que l'on cite comme une preuve des maux causés par un excès de population; mais elle n'en a pas plus, à proportion, que l'Angleterre, la Hollande, la Suisse et quelques portions de l'Italie : il faut assigner une autre cause des maux qui affligent cette île.

M. de Sismondi s'effraie mal à propos des encouragemens donnés au mariage par la magistrature ou par l'église; ces moyens d'exciter à la population ne peuvent faire ni bien ni mal. Les penchans naturels qui portent à l'union conjugale sont assez forts pour n'avoir pas besoin que des considérations religieuses ou politiques viennent à leur secours. Une loi pour encourager le mariage ne serait guère plus utile qu'une ordonnance qui prescrirait au soleil de se lever tous les matins, ou aux rivières de couler suivant la direction de leur pente. En thèse générale, on peut dire que toute la popu-

lation d'un pays *doit* se marier, qu'elle le *veut* et qu'elle le *fait*. Si donc les inconvéniens de la dépopulation se font sentir en quelques lieux, ce n'est pas que le mariage y soit négligé, mais parce que les enfans y meurent en bas âge, conséquence funeste de la misère des parens. Si d'autres lieux sont incommodés par un excès de population, ce qui ne peut être que passager, il ne faut pas s'en prendre au trop grand nombre de mariages, mais aux vices de l'organisation sociale qui empêchent cette population surabondante de travailler, ou qui la privent du fruit de son travail. Loin que le mariage ait besoin d'encouragemens, il est lui-même un des plus puissans motifs qui excitent au travail, une source de consolations au milieu des peines et des privations : c'est ainsi qu'il fut considéré par les vénérables auteurs de notre race. Ne fut-ce pas pour obtenir la main de Rachel que le patriarche Jacob travailla sept ans de suite, et qu'à l'expiration de ce terme il se soumit encore à un travail de même durée? La récompense qu'il attendait soutint son courage; et pour lui, ces quatorze années d'une longue attente s'écoulèrent comme un jour. Un homme officieux qui aurait entrepris d'inspirer à Jacob le désir d'épouser Rachel, ne ressemblerait pas mal aux

magistrats qui prétendent exciter au mariage. Que les gouvernemens sachent *laisser faire*, les Jacobs et les Rachels trouveront bien, sans eux, la voie pour se rencontrer, et tomber dans les bras les uns des autres. M. de Sismondi peut être rassuré contre les dangers d'une trop grande multiplication des mariages, par l'influence des lois qui favorisent cette institution; le mal, s'il nous en vient de ce côté, sera l'effet d'une cause plus puissante que l'autorité des magistrats.

Les étranges et désolantes conséquences que M. Malthus avait tirées de son système devaient tomber d'elles-mêmes, en perdant l'appui des principes qui les soutenaient; et voilà que M. de Sismondi, qui rejette les principes, relève les conséquences, et les met sous la protection de son talent, de sa renommée et de la juste confiance qu'il inspire!

L'ouvrage suivant n'a pas seulement pour but de réfuter la doctrine de M. Malthus: je me propose aussi d'en établir une nouvelle, ou plutôt, de rétablir celle que l'on avait abandonnée. Je veux prouver que l'accroissement de la population est, dans le fait, la cause immédiate et active de la prospérité publique. Si la démonstration de cette vérité peut satisfaire les bons

esprits, ce sera, pour l'économie politique, une acquisition de quelque importance.

Adam Smith, et presque tous les écrivains qui l'ont suivi, trouvent dans la division du travail la cause des progrès des sociétés vers la civilisation; mais, cette division même, quelle est son origine? La réponse d'Adam Smith à cette question ne me satisfait point. Suivant lui, l'homme tient de la nature une propension, un instinct qui le porte à trafiquer, troquer, échanger, disposition qui a dû le conduire à la division du travail : mais on ne voit pas assez clairement que cette disposition soit réellement dans notre nature; et, si elle est admise, il reste à concevoir comment elle peut être la puissance motrice de toute la machine sociale. Je rapporte aussi l'origine de la division du travail à l'un de nos instincts, et au plus puissant de tous, qui commence par produire un accroissement notable de population, et amène par conséquent les résultats nécessaires de cet accroissement : c'est dans l'ouvrage même que l'on trouvera le développement de cette opinion, et les raisons qui me l'ont fait adopter.

Depuis que j'ai publié cet essai, un ouvrage qui m'était inconnu, celui de M. Gray, qui a pour titre : *Le bonheur des États*, a été l'objet

de mon attention. L'auteur est d'accord avec moi pour combattre M. Malthus, et reconnaître les bons effets de l'accroissement de la population; mais ses raisonnemens en faveur de notre opinion commune, ou contre notre commun adversaire, diffèrent tellement des miens, que les deux ouvrages ne se ressemblent qu'en ce qu'ils tendent au même but. Il me semble que M. Gray manque de concision, et qu'il recherche trop les expressions nouvelles. Mais son ouvrage est si remarquable par l'excellent esprit qui l'a dicté, par la justesse des raisonnemens, le nombre et l'importance des faits cités à l'appui des doctrines, qu'il mérite d'occuper une place distinguée parmi les écrits sur l'économie politique. Le docteur Purves en a fait un abrégé qui le présente sous une forme plus commode et plus *populaire* que celle de l'original.

Madrid, le 1er *novembre* 1825.

NOUVELLES IDÉES
SUR LA POPULATION.

CHAPITRE PREMIER.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

Quelle est l'origine du mal, physique ou moral? Cette question n'a pas encore été résolue d'une manière satisfaisante, quoiqu'elle ait exercé de tous tems la sagacité des hommes les plus capables de penser. Tout ce que l'antiquité nous a transmis à ce sujet, prouve que l'on s'en occupa dès l'enfance des sociétés; et les recherches ont été continuées sans interruption, jusqu'à nos jours, avec plus ou moins d'ardeur et de talent.

Parmi les théories imaginées pour résoudre ce grand problème, il en est une qui prit beaucoup de faveur vers la fin du siècle dernier; c'est celle qui impute aux vices des institutions politiques tous les maux qui pèsent sur l'humanité. On poussa l'exagération de cette doctrine

jusqu'au point d'accuser l'existence même de ces institutions : l'homme, disait-on, tenait de la nature la sagesse, la vertu, la santé, le bonheur; les liens sociaux lui ont fait tout perdre. La conséquence rigoureuse de ce système est que le seul moyen de rendre à la race humaine son innocence et sa félicité primitives, serait de renoncer aux institutions politiques. L'un des écrivains français les plus distingués, Condorcet, n'a pas craint de dire que, si l'homme voulait suivre la nature, il reculerait indéfiniment les limites de son existence sur la terre, et peut-être ne serait-il plus mortel. M. Godwin, si je m'en souviens bien, ne pousse pas aussi loin, dans son ouvrage sur la *Justice politique*, les conséquences de cette théorie : mais la route qu'il nous trace pour revenir à l'âge d'or est aussi la destruction du gouvernement, de la religion, de la propriété, du mariage, des institutions d'une moindre importance qui dérivent de celles-là; en un mot, de tout ce qui compose l'édifice de nos sociétés.

Ces opinions philosophiques causeraient quelques alarmes si elles étaient moins faciles à réfuter. Elles ne peuvent point séduire sous la forme extravagante dont Condorcet les a revêtues : quant à leurs partisans plus raisonnables,

ils ne peuvent se dispenser de reconnaître que le principe du mal est dans la constitution de l'univers, dans la nature des choses; que, si l'homme eût été d'une autre nature, essentiellement innocent et heureux, il n'eût pu devenir vicieux et misérable, même en se soumettant aux institutions politiques. L'expérience prouve, au contraire, que les vertus et le bonheur de l'homme sont le résultat de ces *institutions*, en prenant ce mot dans l'acception la plus étendue; que le bien qu'elles produisent devient plus grand, à mesure qu'elles se perfectionnent, mieux garanti, à mesure qu'elles se consolident. Ajoutons encore une observation : le système qui fait dépendre le bonheur individuel d'une indépendance absolue est opposé à notre nature, au besoin impérieux qui nous porte à rechercher la société de nos semblables, qui établit entre les hommes des relations diverses, multipliées, et par conséquent, une dépendance mutuelle.

En voilà sans doute assez pour les esprits accoutumés à réfléchir : mais le système de M. Godwin peut être attaqué par un autre raisonnement encore plus direct et plus facile à saisir. Puisque, suivant cet écrivain, les maux physiques et moraux sont le seul obstacle qui arrête les progrès de la population, dès que la

cause du mal aura cessé, la population devra croître avec rapidité; bientôt la terre sera couverte d'habitans, et les maux physiques et moraux reparaîtront sous la forme de la famine, et de tout ce qu'elle mène à sa suite. En réduisant ainsi à l'absurde la doctrine de la perfectibilité indéfinie de l'homme, on lui enlève ceux de ses partisans qui n'ont pas, comme M. Godwin, pris la ferme résolution de nier que la race humaine a la faculté de s'accroître, et de tout envahir; cette objection, si naturelle et si frappante, avait cependant échappé à tout le monde, avant que M. Malthus l'eût mise en évidence dans son *Essai sur la population*. Elle parut alors tout-à-fait nouvelle; et, si l'écrivain s'était borné à la développer, on aurait pu reconnaître qu'il avait fait une découverte dans les sciences politiques, quoique l'importance et le mérite de ses ouvrages aient été estimés un peu trop haut.

Mais, comme les opinions que M. Malthus attaquait furent principalement inspirées par l'enthousiasme politique de cette époque, la réfutation dut prendre le caractère d'une réaction contre cet enthousiasme, s'opposer à tous ses efforts, à toutes ses directions. Les sectateurs de la perfectibilité étaient fort embarrassés pour passer de la théorie à la pratique; il s'agissait d'abolir ou d'al-

térer notablement toutes les institutions existantes dans les pays où ils vivaient. Dans le vrai, leur théorie générale n'était que l'extension de leur système politique à des objets d'une autre nature. Leurs adversaires, au lieu de combattre des doctrines abstraites, se bornèrent à faire sentir l'inconvenance des projets de réformes, et négligèrent, comme inutiles, les argumens qui n'allaient pas directement à leur but. Les observations que j'ai faites contre le système de perfectibilité indéfinie, sont précisément dans ce cas; elles supposent que les institutions politiques sont d'une utilité réelle, et provoquent leur perfectionnement, au lieu de s'y opposer; car, pour toute chose bonne en elle-même, chaque pas vers la perfection est un nouveau degré de bonté. Les conséquences déduites de l'accroissement de population dissipaient la séduisante illusion d'un état d'innocence parfaite, de bonheur sans mélange; mais elles n'éclaircissaient point les questions relatives aux perfectionnemens politiques. Il était donc naturel que M. Malthus modifiât et transformât les argumens tirés de cette classe de faits, afin de les employer avec plus d'avantage en faveur de ses doctrines.

Pour combattre à la fois le système d'une per-

fectibilité purement idéale, et les projets de réformes politiques, M. Malthus passe un peu légèrement sur l'observation, que, si le mal n'existait pas, la terre serait bientôt surchargée d'habitans, et que la famine, avec son horrible cortége, viendrait s'établir au milieu de la race humaine. Ce résultat lui paraît encore trop loin de nous pour qu'il soit tems de s'en occuper. Il ne s'arrête donc à ces considérations qu'en les présentant sous une autre forme; ou, plus exactement, il leur en substitue de nouvelles, tirées des lois de la nature, qui subordonnent la multiplication des hommes aux moyens de les nourrir. Il y eut toujours, dit-il, et il y aura dans tous les tems, à tous les degrés de civilisation, une grande disproportion entre les besoins de l'homme et les moyens d'y pourvoir; ou, en d'autres termes, le genre humain est condamné à une *famine* perpétuelle, cause première de toutes nos souffrances, véritable origine du mal : et, comme elle tient aux lois générales de la nature, les institutions politiques n'y peuvent rien, quelque parfaites qu'on les suppose. Ce serait en vain qu'on les mettrait aux prises avec la nécessité qui nous tient sous son joug. Ce raisonnement, s'il est à l'épreuve de toute objection, offrirait une base solide au système de M. Malthus.

Si on le considère comme une réfutation des doctrines de Godwin, on lui trouve quelque analogie avec ce que les jurisconsultes nomment la preuve d'*alibi*. M. Malthus absout les institutions politiques, en prouvant que la cause du mal ne peut être que là où ses recherches l'ont découverte et signalée. Son ouvrage a donc, comme celui de Godwin, le mérite de résoudre d'une nouvelle manière la question si long-tems agitée de l'origine du mal.

Dans les débats judiciaires, la preuve de l'*alibi* fut toujours regardée comme peu sûre; en y recourant pour sa défense, l'accusé renonce à tout autre moyen de justification; et, s'il ne parvient pas à établir celui qu'il a choisi, il est condamné. Les discussions philosophiques n'exposent pas à d'aussi grands périls : cependant, le genre de preuves adopté par M. Malthus lui a fait perdre quelques-uns de ses avantages contre M. Godwin, ainsi qu'on l'a vu dans ce qui précède. Comme il ne paraît pas admettre l'utilité des institutions sociales, il ne peut en tirer des armes pour attaquer le système anti-social de son adversaire. Deux écrivains soutiennent des opinions contradictoires; l'un affirme que les institutions politiques sont essentiellement nuisibles, et l'autre, qu'elles sont parfaitement in-

différentes : il est remarquable que ces deux opinions sont réfutées en même tems par une raison tranquille, amie de la vérité, et non des systèmes. Avec cette disposition d'esprit, on a bientôt reconnu que les institutions politiques, loin d'être indifférentes ou nuisibles, sont au contraire extrêmement utiles; que l'état social n'est pas la cause de nos maux; que la nature ne nous a point imposé la loi de supporter une famine perpétuelle; que le mal est un résultat nécessaire de l'organisation générale de l'univers; que notre globe n'a pas été créé pour être un paradis, ni l'homme pour y vivre dans un état de parfaite innocence et de bonheur constant, mais que la somme de bonheur à laquelle notre nature et nos facultés peuvent atteindre est un bienfait de la société.

Si l'on parvient à mettre hors de doute la grande et salutaire influence des institutions sociales, on rejettera nécessairement le système de M. Malthus, qui n'y attache aucune importance, et les raisonnemens dont il étaie ses paradoxes perdront toute leur autorité. Cependant, il ne sera pas hors de propos de les examiner attentivement et en détail. L'auteur a montré, dans son ouvrage, une grande supériorité de talens; les suffrages qu'il a obtenus

sont nombreux et respectables; et surtout, ses preuves se présentent sous une forme si imposante, que, si elles trouvaient une base, et prenaient de la consistance, rien ne serait capable de les ébranler. Toute la force d'une conviction morale ne peut tenir contre une démonstration mathématique : il faudra bien nous résoudre à croire M. Malthus ou M. Godwin, si l'un nous prouve, *comme deux et deux font quatre*, que les institutions sociales sont indifférentes, et l'autre, avec la même évidence, qu'elles sont nuisibles.

CHAPITRE II.

Effets économiques des progrès de la population.

A mesure qu'un pays acquiert un plus grand nombre d'habitans, le travail et la consommation y prennent un accroissement proportionnel. Les survenans multiplient les demandes; mais ils fournissent en même tems les moyens d'y pourvoir. Cette vérité est trop évidente, trop palpable pour qu'elle ait besoin de développemens : il semble cependant que M. Malthus n'a fait que l'entrevoir, et peu distinctement. Dans tout son ouvrage, il ne considère chaque individu de plus que comme un consommateur de plus, sans observer que les classes laborieuses sont la source des accroissemens sensibles de population. S'il eût fait cette remarque, tout son système était changé; et, puisqu'il n'en a point tenu compte, elle fournira des argumens contre ses paradoxes et ses dangereuses doctrines. Le développement de cette pensée sera le sujet de ce chapitre, ainsi que du suivant. Le principe incontestable éta-

bli ci-dessus y recevra son application aux différens degrés de civilisation de la société.

On ne peut douter que, lorsque la population augmente, le travail et les demandes de produits croissent aussi; mais dans quelle proportion respective? Si les choses nécessaires aux besoins, et même aux agrémens de la vie, ne deviennent pas plus rares pour chacun, si le rapport entre les produits et la consommation n'est pas changé; ou si, au contraire, les besoins accrus plus rapidement que les produits sont hors de proportion avec les moyens de les satisfaire; voilà le véritable énoncé de la question, l'objet précis des recherches qu'elle provoque. M. Malthus a traité cette matière par une méthode analogue aux démonstrations mathématiques. Il arrive, comme je l'ai dit, à cette conclusion désolante: que, plus la population d'un pays augmente, plus elle doit être misérable. Je consacrerai un chapitre à l'examen de ses raisonnemens; et, comme je veux établir l'opinion directement opposée à la sienne, je vais commencer par faire voir que j'ai pour moi deux autorités imposantes, l'expérience et l'observation.

Si le travail d'un individu était une quantité fixe, ainsi que son produit, on obtiendrait aussi d'une somme donnée de travaux une somme de

produits proportionnelle à la première. En supposant de plus qu'aucun membre de la société ne demeure oisif, il sera fort indifférent qu'elle soit nombreuse ou non; dans tous les cas, la part de chacun sera la même, et l'accroissement de la population n'aura point d'influence sur l'état de bien-être ou de mal-aise de la nation. Mais cette hypothèse ne peut être réalisée; le travail et ses résultats dépendent de certaines circonstances, qu'il faut connaître, ainsi que la manière dont leur influence peut être modifiée par les variations dans le nombre des habitans.

1° Sous aucun rapport, le travail individuel ne peut être regardé comme une quantité fixe: il varie, suivant les dispositions naturelles et les motifs qui font agir. On remarque, à cet égard, une grande inégalité entre les diverses sociétés, et parmi les membres d'une même communauté. Cependant, nous admettrons pour le moment que tous les individus, soumis aux mêmes besoins, fournissent à peu près la même mesure de travail; car, si cet ordre était interverti, ce ne serait que dans les cas très-rares où la nature semble s'écarter de ses lois générales. Une de ces lois, c'est l'équilibre entre les demandes de subsistance et les moyens d'y pourvoir.

2° Les produits du travail dépendent, quant à

leur quantité, de la nature plus ou moins avantageuse des choses auxquelles on l'applique, et de l'habileté des travailleurs. La culture qui aura donné cent boisseaux de grains dans le Mexique, n'en rapportera que dix en Norwège. Aucun effort d'industrie n'obtiendra que le sol de la Grande-Bretagne produise les vins délicieux de la France ou de l'Italie. L'influence du plus ou moins d'industrie n'est pas moins remarquable : un moulin fait plus de farine que vingt hommes occupés à broyer du grain ; un seul tisserand, avec son métier, équivaut à plus de douze ouvriers privés de machines. Ces exemples ne sont pas les plus frappans que l'on pourrait citer; mais, comme il ne s'agit en ce moment que de l'influence des progrès de la population sur les moyens de subsistance, on peut faire abstraction de ce qui n'est pas affecté, ou ne peut l'être que très-lentement par les changemens survenus dans le nombre des habitans. Ainsi, la fécondité du sol, les qualités du climat, les richesses naturelles du pays seront regardées comme invariables : les élémens de la question se réduiront à un seul, l'industrie; et les recherches qui nous occupent pourront être ramenées à cet énoncé: les progrès de la population sont-ils favorables ou nuisibles au développement de l'industrie?

Sur un sujet aussi simple et aussi clairement exprimé, les bons esprits sont nécessairement d'accord. Chacun sait que la multiplication des hommes sur un territoire circonscrit amène la division du travail; que ce premier pas dans la carrière de l'industrie met sur la voie de toutes les découvertes, de tous les perfectionnemens; que des machines, des procédés et des arts nouveaux, ainsi que les sciences qui les éclairent et les dirigent, et enfin la surabondance des produits viennent infailliblement à la suite de ces améliorations. C'est ainsi que, dans la Grande-Bretagne, la population n'a été que doublée durant le cours du dernier siècle, tandis que, dans le même espace de tems, le produit de ses manufactures est peut-être devenu mille fois plus grand. En réduisant ce rapport, et supposant seulement qu'une population double soit en état de décupler le produit de son travail, les moyens de subsistance seraient quintuples pour chaque individu. En continuant cette progression, pour des populations croissantes comme les nombres 1, 2, 4, 8, 16, etc., les sommes de moyens de subsistance seraient représentées par les nombres, 1, 10, 100, 1000, etc.

Ce calcul est plus satisfaisant que celui de M. Malthus, et je le crois plus exact. Mais,

quand même on affaiblirait encore ses résultats, ils seraient toujours suffisans pour réfuter complétement le système de cet auteur; car, pour que ses raisonnemens s'évanouissent, il suffit que les moyens de subsistance, c'est-à-dire, les produits du travail, soient constamment proportionnels à la population. La théorie de M. Malthus repose toute entière sur ce principe, ou, pour mieux dire, sur cette hypothèse très-singulière : qu'une industrie devient d'autant moins productive qu'elle est plus près de la perfection; c'est dire que l'homme ne tire aucun secours des machines qu'il a créées, et qu'il voit tout aussi bien à l'œil nu qu'avec les meilleures lunettes : ces bizarres assertions ne seraient que les conséquences des raisonnemens de l'auteur à d'autres objets que ceux dont il a parlé.

J'ai admis, comme une vérité reconnue, que la division du travail est nécessairement amenée par l'accroissement de la population sur un territoire limité. Quoique ce fait, confirmé par l'observation de tous les tems et de tous les lieux, ne puisse guères être contesté, je crois cependant qu'il est convenable de lui donner quelques développemens, parce que je l'emploie dans cet essai, comme un principe sur

lequel mes argumens sont fondés. Il faut donc jeter au moins un coup-d'œil sur les effets des progrès de la population, aux différens états de la société; cet examen rapide fournira la matière du chapitre suivant.

CHAPITRE III.

Effets économiques de l'accroissement de la population, suivant les différens états et les progrès de la société.

J.-J. Rousseau dit quelque part qu'il a passé sa vie à lire des voyages. On en sera d'autant plus surpris, ce me semble, qu'un écrivain aussi judicieux ait pu soutenir que la nature a fait l'homme pour l'isolement, pour l'indépendance absolue, et que nous serions plus heureux avec cette liberté naturelle qu'au milieu des entraves de la société. Que l'on prenne tout le contraire de cette pensée, on se trouvera dans la vérité. Certes, il n'était pas besoin de la forte intelligence de Rousseau pour apercevoir, dans les récits des voyageurs, les misères de cette vie d'indépendance qui constitue l'état sauvage de l'homme. Rien de plus pénible que la vue des hordes non civilisées; on ne peut se résoudre à penser que l'espèce humaine fut faite pour cette dégradation morale, et qu'elle tend continuellement à y revenir, quoiqu'elle ait dû éprouver quelque changement, depuis le tems qu'elle porte le joug de la civilisation. Heureusement,

ces idées sont aussi fausses que repoussantes. L'étude de l'homme fait bientôt acquérir la conviction qu'il est destiné à vivre en société; que ce n'est qu'au sein de la société qu'il peut développer et exercer ses hautes facultés, manifester l'excellence et la noblesse de son être; c'est là seulement qu'il s'embellit, qu'il déploie les dons qu'il reçut de la nature pour le bonheur de ses semblables et pour sa propre félicité. L'indépendance individuelle, dans ses différens degrés, est un état brut sauvage, et non pas un état conforme à la nature de l'homme. La très-petite partie de la famille humaine qui est encore dans cette malheureuse position, dégradée au-dessous de l'instinct naturel, n'est plus capable de s'y élever d'elle-même, de faire usage de la raison, et d'entrer dans la voie des institutions sociales, pour arriver aux biens que l'on ne peut obtenir par d'autres moyens. Jusqu'à présent, l'état sauvage ne s'est montré d'une manière tolérable que parmi les indigènes du nord de l'Amérique : mais il est très-probable que leurs tribus étaient les débris de nations autrefois civilisées et florissantes, que des catastrophes auront dispersées et réduites à un état de malheur qui aura fait disparaître presque toutes les traces de leur ancienne prospérité.

Il est difficile d'expliquer comment une population réduite à cet état deviendrait plus nombreuse. Ce n'est qu'avec beaucoup de peine que l'on parvient à se procurer une subsistance chétive et mal assurée. Les besoins de la vie occupent tous les moyens et toutes les facultés du sauvage; ils sont la cause de guerres continuelles; et cependant, les ressources sont toujours si insuffisantes et les privations si pénibles, que les forces humaines n'y résistent point, et que la population décroit graduellement. Si, au contraire, une cause favorable la fait augmenter, la société éprouve sur-le-champ les heureux effets de ce changement. Si la chasse est son occupation, on mettra deux chasseurs, ou trois, aux postes où l'on ne pouvait en mettre qu'un ou deux; on perfectionnera les instrumens, les stratagèmes; les expéditions, plus nombreuses et mieux conduites, seront plus profitables pour chacun des chasseurs; si la horde ne change rien à sa manière de vivre, elle aura cependant acquis une sorte d'aisance; elle sera mieux pourvue du nécessaire, et jouira de quelques-uns des agrémens de la vie.

Mais, ce changement, opéré par un accroissement de population, ne peut être que transitoire. S'il se maintient assez long-tems, il conduira

probablement à un genre de vie plus commode et plus civilisé : bientôt, l'homme fondera sa subsistance sur les produits de l'agriculture.

L'agriculture, qui est l'occupation la plus agréable et la plus productive, et qui laisse le plus de latitude aux progrès de la population et au perfectionnement social, paraît être la destination naturelle de l'homme. Le petit nombre de tribus barbares qui vivent des produits de la chasse et de la pêche, et même les peuples pasteurs, tels que les Lapons, les Tatars et les Arabes-Bédouins, ne sont pas des hommes dans l'état de nature, mais bien plutôt des malheureux arrachés à cet état par quelque accident funeste, et qui ne le retrouveront jamais, si quelque hazard favorable ne les ramène point à la culture du sol. Cette culture est nécessairement suivie de l'établissement du commerce et des fabriques. Tandis que la chétive subsistance du chasseur lui coûte des fatigues sans relâche, un travail modéré procure au cultivateur des provisions suffisantes pour un certain nombre d'individus. L'abondance du nécessaire fait sentir le besoin de jouissances d'un ordre plus élevé; on essaie de donner au superflu des formes nouvelles et plus agréables; les premiers succès encouragent, on poursuit les recherches, et les

perfectionnemens arrivent : telle est l'origine des arts et celle des manufactures, lorsque le commerce qu'elles supposent a pu s'établir. Tandis qu'une partie de la communauté se charge exclusivement, et pour tous, de la culture, une autre partie se réserve les travaux des arts, et transforme en objets usuels l'excédant des productions naturelles : ces deux divisions de la société font l'échange de leurs produits ; c'est ainsi que le commerce vient se mettre en tiers dans la répartition des emplois. L'ensemble de ces trois occupations, nécessaires l'une à l'autre, et dont l'agriculture est la première et la principale, doit être considérée comme la véritable destination de la race humaine, d'après les facultés qu'elle tient de la nature.

En effet, à toutes les époques dont l'histoire a transmis le souvenir, on voit que presque toutes les sociétés furent agricoles. Aujourd'hui, parmi les sept ou huit cents millions d'individus répandus sur la surface de la terre, on en trouverait tout au plus six millions qui vivent uniquement de la chasse, de la pêche, ou des produits de leurs troupeaux : et encore, cette faible portion de l'espèce humaine, rejetée dans les derniers degrés des êtres qui peuvent porter le nom d'hommes, semble former la chaîne qui

lierait notre race à celle des animaux; et c'est pourtant chez ces peuplades barbares et dégradées que les fictions poétiques de tous les âges ont placé les scènes les plus attendrissantes, les plus beaux exemples d'héroisme! mais, ce qui est encore bien plus étrange, c'est que les philosophes aient manifesté constamment, et à toutes les époques, la même disposition à reconnaître, dans ces rejetons abâtardis, la forme primitive de l'espèce, et à considérer tout ce qui s'écarte de cette forme, comme le résultat d'altérations produites, suivant les uns, par une suite de perfectionnemens, et suivant les autres, par la corruption. On peut comparer l'erreur de ces philosophes à celle d'un botaniste qui jugerait du port et de la hauteur du grand magnolier par les dimensions qu'il prend sous la latitude de Boston, et qui regarderait comme un produit de l'art, ou une monstruosité, la taille gigantesque, la magnificence des fleurs et du feuillage de cet arbre, sous le climat de la Floride. La place assignée par la nature à chaque espèce animale ou végétale est celle où cette espèce se développera le mieux et le plus facilement.

Puisque nous avons reconnu que l'agriculture forme, avec ce qui en dépend, l'occupation la plus naturelle et la plus universelle de l'homme,

c'est aux sociétés livrées à ces travaux qu'il convient surtout d'appliquer les recherches sur les effets des progrès de la population, relativement aux moyens de subsistance. Mais, quels peuvent être ces effets dans de telles sociétés, sinon l'extension de leurs forces morales et physiques, dans tous les sens et dans toutes leurs applications, suivant qu'elles sont plus ou moins favorisées par les agens naturels ou politiques? On défrichera plus de terrain; plus de matières seront livrées aux manufactures; une carrière plus vaste sera ouverte à l'industrie; le commerce trouvera de nouveaux débouchés; l'accroissement du travaîl fera sentir le besoin de nouvelles subdivisions, et les perfectionnemens qu'elles amèneront contribueront de plus en plus à l'augmentation des produits. Si la position particulière d'un pays, et ses relations avec ses voisins invitent à étendre les cultures pour en échanger les produits, l'accroissement de la population sera plus favorable à l'agriculture et au commerce qu'à l'industrie manufacturière; c'est ce que les États-Unis d'Amérique ont éprouvé. Si, comme en Angleterre, les défrichemens sont très-bornés, tandis que les relations commerciales avec l'étranger peuvent prendre une extension illimitée, les manufactures seront

encouragées; la population croissante variera, perfectionnera les formes, et multipliera les produits du travail. Ces deux exemples, et ceux que l'on pourrait ajouter montrent assez que les progrès de la population sont, en général, une source d'abondance et de prospérité; ils produisent sur le corps social des effets analogues à ceux des développemens successifs qui marquent le passage de l'enfance à la maturité: les forces morales et physiques de l'individu suivent cet ordre de croissance, et sont portées au plus haut point, lorsque le corps est complétement développé. C'est ainsi qu'une population croissante acquiert continuellement plus de force et de ressources, sans avoir en perspective, comme les individus, le tems où le mouvement ascendant doit s'arrêter, rétrograder, et laisser agir les causes de dissolution.

Puisque les produits du travail sont toujours en raison du travail lui-même, et, par conséquent, de la population, les moyens de subsistance, pour les individus, ne dépendent que de l'état physique de la société, des circonstances politiques où elle est placée, et de la répartition plus ou moins heureuse qu'on aura su faire entre les diverses industries. M. Malthus paraît être d'avis que le nombre des habitans d'un pays peut

être augmenté sans de graves inconvéniens, tant qu'il reste du terrain à défricher; mais que le moment où cette ressource vient à manquer est le signal de grands dangers auxquels on serait exposé par la disette, si l'accroissement de population ne s'arrêtait point. En cela, comme en beaucoup d'autres choses, cet auteur semble avoir adopté l'opinion directement opposée à la vérité. On convient que, si les progrès de la culture sont constamment dans le même rapport avec la population, rien ne sera changé quant aux moyens de subsistance; il est fort indifférent à cet égard que cent familles cultivent cinq cents arpens, ou que deux cents familles en cultivent mille : dans l'un et l'autre cas, l'industrie peut demeurer stationnaire et se dispenser de nouveaux efforts. Il en est autrement, lorsque l'augmentation des cultures ne peut plus suivre les progrès de la population : dans ce cas, l'habileté et le savoir concourent avec le nombre des travailleurs pour rendre le travail plus productif, et l'on n'ignore pas que la première cause d'accroissement est bien plus puissante que la seconde. Ce nouvel élément introduit dans le calcul ne permet plus de comparer des arts perfectionnés à l'industrie peu avancée d'un peuple qui compte sur les ressources d'un territoire

LIBRARY

illimité, et toujours prêt à recevoir de nouvelles cultures : tout ce que l'on peut dire, c'est que la puissance de l'industrie n'a point de limites connues, et peut accroître indéfiniment ses produits, au lieu que ceux du sol dépendent de son étendue, et par conséquent du nombre des cultivateurs qu'elle peut employer utilement.

La supériorité d'industrie que l'accroissement de la population force à développer sur un territoire limité, produit immédiatement l'extension des manufactures et du commerce. La perfection des objets fabriqués étend leur débit jusqu'aux régions les plus reculées, et l'on rapporte en échange des denrées de consommation, et des matières pour alimenter les fabriques et leurs arts perfectionnés. Ces échanges, avantageux aux deux parties, le sont encore plus à la société la plus civilisée : chacun de ses membres obtient peut-être par son travail l'équivalent de ce que la chasse peut procurer à une centaine de sauvages. Des fortunes de princes s'élèvent par le commerce de verroteries transportées par la navigation. Les besoins du commerce déterminent quelques-uns des habitans des contrées populeuses à se fixer chez l'étranger : d'abord, presque tous reviennent après avoir terminé leurs affaires ; mais, peu à peu, l'activité du

BOSTON MEDICAL
AUG 8 1918
LIBRARY

commerce, l'aisance qu'elle procure, un séjour agréable, etc., sont cause que l'on forme des établissemens pour y vivre, et que d'autres habitans s'y réunissent : nouveau résultat de l'accroissement des manufactures ; l'émigration et les colonies. Les colons ne peuvent manquer de prospérer; ils ont apporté l'industrie, leurs travaux sont très-productifs, et la population augmente rapidement au sein de l'aisance, et favorisée par une haute civilisation. Naturellement, c'est à l'agriculture que les nouveaux colons s'adonnent, et la métropole leur offre en retour le produit de ses arts. Ces jeunes branches, loin d'épuiser le tronc qui les a produites, lui donnent une vigueur nouvelle : une population nombreuse et croissante, sur un territoire borné, n'est pas condamnée à supporter les maux de la disette; elle peut, au contraire, procurer l'abondance à tous les individus dont elle est composée, et préparer la civilisation et le bonheur de plusieurs autres pays. L'histoire des nations populeuses est garant de cette vérité qui, d'ailleurs, est rendue sensible par l'exemple de la Grande-Bretagne et des États-Unis de l'Amérique. Ces observations, si elles sont fondées, réfutent victorieusement la doctrine de M. Malthus, et font voir que ce qu'il

regarde comme l'origine de tous les maux est, au contraire, la source du bien-être et de la prospérité des nations.

Tout ce que notre adversaire peut rassembler pour la défense de ses opinions se réduit à son grand argument, les relations établies par la nature entre les moyens de subsistance et l'accroissement possible de population. Pour appuyer ce qui vient d'être établi dans ce chapitre, examinons de près le fameux argument de M. Malthus, peut-être, après cet examen, ne fera-t-il plus une aussi forte impression.

CHAPITRE IV.

Des rapports des progrès de la population avec l'accroissement des moyens de subsistance.

Un territoire limité ne produit des alimens qu'en raison de son étendue. Ainsi, une société qui ne tirerait sa subsistance que de son propre sol, et qui deviendrait continuellement plus nombreuse sans que son territoire pût s'étendre, serait enfin exposée aux maux de la disette. Cette vérité ne sera point contestée; mais elle est sans importance pour les sociétés telles qu'elles sont, et n'est guère applicable qu'au système abstrait de la perfectibilité indéfinie; voici comment M. Malthus l'a présentée :

La propagation de l'espèce humaine est assez rapide pour que la population soit doublée au bout de vingt-cinq ans.

La fécondité d'un terrain limité ne peut augmenter aussi promptement, ni suivant la même loi; c'est tout au plus si elle peut suivre la marche du tems, et recevoir des additions égales en tems égaux. Admettons cependant qu'au bout de vingt-cinq ans, elle ait pu ajouter à ses produits l'équivalent de ce qu'ils étaient d'abord.

Ainsi, la population croîtrait en progression géométrique, et serait représentée par les nombres 1, 2, 4, 8, 16, 32, etc., tandis que les produits du sol suivraient la progression arithmétique 1, 2, 3, 4, 5, 6, etc.

De ce calcul, M. Malthus tire la conséquence que la population tend sans cesse à dépasser les moyens de subsistance, et *presse avec effort leur marche trop tardive*, métaphore qui signifie, en langage vulgaire, que, dans tous les pays, une partie du peuple manque de nourriture. Cette pensée serait bien pénible, si elle s'accordait mieux avec l'observation. La conclusion de M. Malthus est rigoureuse; il faut donc que l'erreur soit dans les prémisses. On la découvrira facilement, si l'on compare la forme que cet auteur a donnée à son raisonnement, à l'expression plus simple qui l'énonce au commencement de ce chapitre. On verra que M. Malthus prend pour des vérités reconnues, et sur lesquelles il s'appuie, deux suppositions qui ne sont admissibles ni l'une ni l'autre. L'espèce humaine n'a pas la puissance de propagation qu'il lui attribue; différens obstacles peuvent la ralentir et lui prescrire des bornes. Il n'est pas vrai non plus qu'une nation puisse être réduite à ne subsister que des produits de son territoire : on

peut abandonner à ses propres forces la conclusion d'un raisonnement fondé sur de tels principes.

J'écarte, pour le moment, ce qui est relatif à la propagation de l'espèce humaine, parce que j'en ferai le sujet d'un chapitre particulier. Quant à la seconde hypothèse de M. Malthus, elle est d'une fausseté si évidente qu'on s'étonne qu'un écrivain aussi judicieux ne l'ait pas remarquée. Rien n'oblige celui ou ceux qui occupent un terrain à se borner aux produits qu'ils en tirent; si cette nécessité pouvait être imposée, elle pèserait sur des provinces, des villes, des individus, aussi bien que sur des états indépendans : l'argument de M. Malthus manque de justesse, s'il n'est pas applicable à tous les cas; essayons de le vérifier, en prenant pour exemple la ville de Londres. Nous dirons donc :

« La ville de Londres peut doubler sa population en vingt-cinq ans, et continuer à croître ainsi en progression géométrique : mais les produits de son territoire ne peuvent augmenter aussi rapidement; ils ne suivent, tout au plus, qu'une progression arithmétique. Ainsi, cette ville ne peut tarder à manquer de subsistances : c'est un malheur dont rien ne saurait la garantir. »

C'est un danger qui la menace depuis mille ans ; et comme il devenait plus imminent, à mesure que la ville devenait plus populeuse, on ne conçoit pas d'où peut venir la funeste sécurité des habitans actuels de cette imprudente cité.

On remarque ici deux sortes d'erreurs : premièrement, la population de Londres n'a pas suivi, dans ses accroissemens, la progression établie par M. Malthus ; en second lieu, les habitans de cette ville ne subsistent pas des produits de leur sol; car un million de consommateurs vivent à l'aise dans un espace dont la partie cultivée en substances alimentaires ne suffirait pas pour nourrir une vingtaine d'hommes.

On arriverait à la même conclusion, en appliquant à l'auteur lui-même son propre raisonnement. M. Malthus nous apprend, dans l'un de ses ouvrages, qu'il ne possède point de terre : il est donc du nombre de ceux qui vivent autrement que des produits de leur sol; et, si cette manière de subsister n'eût pas été possible, suivant la doctrine de l'*Essai sur la population*, l'auteur n'aurait pu écrire cet ouvrage.

Suivant le système de M. Malthus, la popu-

lation de chaque partie du globe devrait correspondre exactement aux moyens de subsistance tirés du sol même, sans jamais s'élever au-dessus, ni rester au-dessous. Mais il serait peut-être impossible d'indiquer un seul exemple de cette sorte d'équilibre. M. Malthus cite lui-même des lieux où la population reste au-dessous du nombre que ses ressources alimentaires lui permettraient d'atteindre, ce qu'il explique très-bien, mais par des raisons qui ne sont pas d'accord avec sa théorie, comme je le prouverai un peu plus loin. Mais il ne dit rien des populations accumulées sur un petit espace qui certainement ne peut les nourrir; ces exemples auraient mis son système en péril; il s'abstient d'en parler. Cependant, ils comprennent non-seulement toutes les villes, mais de riches provinces, des royaumes : telle était la Hollande, dans le tems de sa plus grande prospérité; telles sont aujourd'hui la Suède et la Norwège, qui vont chercher au-dehors une partie de leurs subsistances. Ces faits sont concluans, et la théorie de M. Malthus ne peut tenir en leur présence : on expliquera bien comment une population peut produire au-delà de ce qu'il lui faut pour vivre; mais, pour qu'elle puisse subsister et croître en manquant

du nécessaire, il est indispensable de trouver un moyen de vivre sans manger.

Les *rapports* établis par M. Malthus n'ont donc point de réalité. Cet auteur s'est encore écarté du vrai dans ce qu'il dit sur l'accroissement de l'espèce humaine, comme je le ferai voir dans le chapitre suivant.

CHAPITRE V.

De la puissance d'accroissement qui appartient à l'espèce humaine.

Dans le chapitre précédent, en essayant de réfuter l'argument fondamental de M. Malthus, j'ai regardé comme vraie l'hypothèse introduite par cet auteur pour en déduire les relations entre le nombre des habitans d'un pays, et les ressources en subsistances : je crois avoir prouvé que, malgré cette concession, les conséquences de son système n'étaient point vérifiées. Mais, en soumettant à l'examen cette supposition sur laquelle j'ai cru ne devoir pas d'abord arrêter l'attention du lecteur, on ne la trouve point admissible. Des deux propositions qu'elle renferme, celle qui est relative à l'accroissement de la race humaine s'éloigne trop de la vérité pour que les conclusions de l'auteur n'en soient point viciées.

Suivant la théorie abstraite de la perfectibilité indéfinie, tous les maux qui nous affligent tiendraient aux institutions politiques et sociales, et disparaîtraient avec elles. On fait à cette théorie

une forte objection. S'il suffisait de rentrer dans l'ordre naturel pour nous délivrer de tous ces maux, comme ils sont le seul obstacle qui puisse arrêter les progrès de la population, la terre serait bientôt couverte d'un si grand nombre d'habitans qu'elle ne pourrait les nourrir. Si, pour donner encore plus de force à cette objection, nous appelons le calcul à son aide, il est évident que les résultats les plus favorables que l'observation puisse nous fournir dans l'état actuel des choses seront fort au-dessous de ce qui doit avoir lieu lorsque l'accroissement de la population ne rencontre plus d'obstacles. Les États-Unis d'Amérique sont, très-certainement, dans les circonstances les plus heureuses; et, cependant, ils éprouvent l'influence des maux physiques et moraux. M. Malthus a choisi notre pays pour exemple, et pour mettre à découvert les erreurs du système de M. Godwin, il raisonne d'après une estimation beaucoup trop faible des progrès de notre population. Cette inexactitude était sans inconvénient, lorsqu'il ne s'agissait que de renverser un édifice fondé sur des abstractions; mais, lorsque l'auteur emploie la même estimation, suivant ses principes et ses méthodes de calcul, pour la faire servir à la démonstration de son propre système, et sur-

tout dans ses recherches sur les rapports entre les progrès de la population et ceux des subsistances en tenant compte de toutes les causes qui peuvent les modifier ou les retarder, il est au-dessus de la réalité, à peu près autant qu'il avait commencé par être au-dessous.

Si l'on avait à combattre la théorie de Godwin, on pourrait admettre, avec cet auteur, que les maux physiques et moraux sont les obstacles qui arrêtent d'ordinaire les progrès de la population, et raisonner d'après la supposition que ces obstacles ont cessé. Mais, pour apercevoir l'ordre réel des choses, et découvrir les véritables rapports entre les progrès de la population et ceux des subsistances, on ne peut se dispenser de tenir compte de tout ce qui peut les favoriser, ou les contrarier.

Les cas extrêmes sont essentiellement cas particuliers, et il n'est pas permis de généraliser les conséquences que l'on en tire. De même qu'on ne juge pas de la force ou de l'intelligence de l'espèce humaine en général d'après les individus les mieux pourvus de l'une ou de l'autre faculté, on ne peut prendre pour mesure des progrès de la population les résultats les plus extraordinaires que l'on ait observés. C'est pourtant une erreur dont M. Malthus ne

s'est point garanti. Pour suivre une marche plus sûre, on recherchera d'abord de quelle force d'accroissement l'espèce humaine a été douée par la nature ? On demandera ensuite quels sont les obstacles ordinaires ou accidentels qui peuvent s'opposer au développement de cette force ? Enfin, combinant les actions diverses, la puissance et la résistance, on voudra connaître le résultat effectif, le rapport de la population à son accroissement. Des recherches faites dans le même ordre et avec les mêmes précautions apprendront ce qu'il importe de savoir sur la production des subsistances. Tout sera prêt alors pour comparer plus sûrement les progrès de la population à l'accroissement des subsistances, et pour assigner avec quelque probabilité les circonstances dans lesquelles une nation vivrait dans l'abondance, ou manquerait du nécessaire.

M. Malthus n'a pas même essayé d'introduire ainsi dans le calcul toutes les données de la question, toutes les causes qui produisent ou modifient le résultat. Tous ses raisonnemens se rapportent à une supposition purement gratuite, et qui ne peut être réalisée que dans les circonstances les plus favorables. Je dis même, pour être plus exact, que cette supposition n'est

pas seulement gratuite, qu'elle est toujours fausse ; et, ce qui mérite d'être noté, c'est que l'une des plus longues et des plus importantes sections de l'ouvrage prouve clairement que l'hypothèse dont il s'agit est directement opposée à la vérité. Quelques éclaircissemens feront comprendre comment M. Malthus s'est réfuté lui-même, sans le soupçonner.

Comme il a créé, pour son système, le principe que la population tend continuellement à dépasser les bornes que lui prescrit la quantité de subsistances dont elle peu disposer, et qu'elle se fatigue à lutter contre cet obstacle, il à dû porter ses regards sur tout l'univers, afin d'y observer quelques faits qui pussent étayer ses abstractions : mais il a vu partout qu'il était en contradiction avec l'expérience. Les États-Unis qui lui donnent la mesure de la puissance d'accroissement que possède l'espèce humaine, sont encore un exemple de l'opposition universelle que ses doctrines rencontrent partout. Aux États-Unis, l'accroissement le plus rapide de la population se développe au milieu d'une abondance que l'on n'avait encore point vue à une autre époque, dans un autre pays. Des peuplades barbares, où le nombre des individus diminue de jour en jour, ont à supporter tous

les maux de la disette : l'abondance règne dans beaucoup de lieux où le sol ne pourrait pas nourrir tous les habitans : beaucoup d'autres lieux sont moins peuplés que les produits du territoire ne le comportent, et la disette ne les menace point. Si l'on peut apercevoir quelque part les symptômes d'une famine inévitable et qui atteigne la population tout entière, ce n'est tout au plus que parmi les nations barbares qui, loin de devenir plus populeuses, sont menacées d'une extinction plus ou moins rapide.

Parmi ces différentes situations des peuples, relativement à leur sol et aux moyens de subsistance, toutes en contradiction avec les théories de M. Malthus, cet auteur a remarqué principalement celle d'une population moins nombreuse qu'elle ne pourrait l'être, dont l'étendue et la fécondité du sol favorise l'accroissement, et qui ne peut redouter qu'une disette accidentelle et passagère. Tel est, en effet, l'état de presque toutes les nations civilisées. L'auteur entreprend d'assigner les causes qui maintiennent chacune de ces nations dans l'état où elle se trouve. Dans cette partie de l'ouvrage, les raisonnemens sont justes et concluans ; mais ils détruisent entièrement les deux bases de

sa théorie : c'est pourtant ce qui va être mis hors de doute, en présentant sous une forme simple, et avec concision, ses deux propositions fondamentales.

Dans son premier chapitre, M. Malthus attribue à la race humaine la faculté de s'accroître en progression géométrique.

Mais les subsistances dont elle a besoin ne peuvent augmenter qu'en progression arithmétique.

Ainsi, dans tous les tems et en tous lieux, la tendance à un excès de population menace d'une disette plus ou moins éloignée.

Plus loin, l'auteur affirme qu'on ne peut citer aucun exemple d'une nation que l'influence des maux physiques et moraux n'ait pas maintenue au-dessous du niveau fixé par les produits du sol : il n'est donc pas vrai que la faculté *réelle* d'accroissement de la race humaine suive une progression géométrique : aussi ne voit-on nulle part une tendance à un excès de population, ni les dangers d'une disette permanente et générale.

Ces deux conséquences opposées s'appuient avec le même droit du nom et de l'autorité de M. Malthus. Il est évident que l'une détruit l'autre ; mais elles peuvent servir également l'une

et l'autre à la réfutation du système de la perfectibilité qui place l'origine du mal hors de la nature, et seulement dans les institutions sociales.

Cependant, M. Malthus est parvenu à concilier, dans sa pensée, ces deux propositions ennemies, et il les regarde l'une et l'autre comme également applicables, dans le même tems, aux mêmes sociétés. En d'autres termes, c'est dire qu'au même instant, une nation *tend* et *ne tend* pas à un excès de population; qu'elle est menacée de la disette, et qu'elle est en sûreté contre ce fléau. Prenons pour exemple le royaume de France. M. Malthus prétend que, si la population de ce pays ne croît pas en progression géométrique, c'est parce que cette loi générale y est modifiée par l'action contraire de certaines causes physiques et morales. S'il en est ainsi, l'accroissement de la population ne suit plus la même loi, et ses conséquences ne sont plus aussi redoutables. La France serait donc une exception à la règle établie par l'auteur, et cette exception devrait s'étendre à tous les pays dont la position est, à cet égard, semblable à celle de la France : point du tout. M. Malthus qui reconnaît aux maux physiques et moraux le pouvoir de retenir la population au-dessous

du nombre que les produits du sol pourraient alimenter, ne persiste pas moins à soutenir que cette même population augmente suivant une progression plus rapide que celle des subsistances.

M. Malthus répondrait peut-être que la faculté d'un accroissement rapide et indéfini n'exclut point l'existence des obstacles qui peuvent lui être opposés ; que les maux physiques et moraux sont l'un de ces obstacles, et limitent son action. Mais ces maux, sous quelque forme qu'ils se manifestent, affectent également la production des subsistances et lui nuisent autant qu'à la population. De plus (et cette réponse vient s'offrir d'elle-même), si les maux physiques et moraux peuvent occasioner une disette accidentelle, et retarder plus ou moins les progrès de la population, avant le tems où elle sera tout-à-fait arrêtée par l'épuisement de la terre, on ne peut donc se dispenser de tenir compte des causes accidentelles, lorsqu'il s'agit d'établir avec quelque certitude les relations entre la production des subsistances et l'accroissement du nombre des consommateurs. La Turquie, par exemple, est soumise à un pouvoir tyrannique : si nous voulions rechercher quels peuvent y être les progrès de la population, et

si les habitans peuvent y être jamais assez nombreux pour épuiser tous les produits du sol, nous n'aurions garde d'attribuer à cette malheureuse nation la faculté de croître indéfiniment sur un territoire dont l'étendue et la fécondité seraient limitées; nous examinerions séparément ce que le sol est en état de produire, et ce que l'espèce humaine peut conserver de ses facultés sous la tyrannie. Pour comparer les résultats de cette double recherche, il importe peu que l'accroissement de la population ait été limité par la disette, ou par toute autre cause.

La puissance *réelle* d'accroissement qui appartient à notre espèce est donc, en général, celle qui résulte de son organisation, dans les limites fixées par l'imperfection de notre nature, quel que soit le mode d'action de cette cause sur la population. S'il était question de recueillir des faits pour mesurer cette puissance, il faudrait joindre à chaque résultat particulier l'observation des circonstances qui ont pu le modifier, et prendre une moyenne entre tous ces résultats. Ces conclusions seraient mal fondées, si elles n'étaient déduites que d'un seul fait: elles seraient nécessairement fausses, si ce raisonnement s'appuyait sur l'un des cas extrêmes, considéré comme cas ordinaire et général. Comme

j'ai déjà fait voir, dans quelques-uns des chapitres précédens, qu'un accroissement de population, loin d'être une cause de détresse, ouvrait au contraire de nouvelles sources d'abondance, je pourrais m'abstenir, quant à présent, de toute recherche sur l'extension que peut prendre cette puissance d'accroissement de l'espèce humaine : mais le sujet est intéressant; il n'a point été séparé de la question que je traite; je lui consacrerai encore les deux chapitres suivans.

CHAPITRE VI.

Des causes qui font augmenter la population.

Dans le système de M. Malthus, le nombre des habitans d'un pays est réglé d'après les moyens de subsistance que le sol peut fournir. Quoique l'auteur ne le dise pas expressément, on est forcé de l'admettre comme une conséquence nécessaire de sa théorie, puisque, suivant lui, la population ne manque jamais d'atteindre la mesure des subsistances, et qu'elle ne peut ni la devancer, ni l'excéder dans aucun cas.

Si je ne me suis point trompé dans les chapitres précédens, cette doctrine et ses conséquences y sont pleinement réfutées. J'ai fait voir que rien n'est plus opposé à la vérité que de considérer la quantité des produits comme la cause et la mesure des progrès de la population; qu'elle dépend au contraire du nombre et de la position des habitans, qu'elle est un résultat, un effet, et non pas une cause. Dans le chapitre précédent, j'ai eu l'occasion d'opposer M. Malthus à lui-même, et de prouver qu'il reconnaît que sa théorie est rarement d'accord avec les faits, si

même elle peut l'être quelquefois. Cependant, avant de passer à l'examen de ce qui influe réellement sur la population, il convient d'ajouter encore de nouveaux éclaircissemens sur cette partie du système de M. Malthus.

Si par l'équilibre entre la population et les subsistances, ou les consommateurs et la consommation, on veut entendre qu'une quantité donnée de vivres ne peut suffire qu'à un nombre déterminé d'individus, une vérité de cette force ne trouvera point de contradicteurs. On ne la contestera pas davantage lorsqu'il sera question de sociétés et non d'individus : mais, dans l'ordre politique, la question change de nature, et n'est plus réduite à des élémens aussi simples. Certainement, si une demi-douzaine d'amis me prennent au dépourvu, et viennent partager le dîner préparé pour ma seule famille, la part de chacun sera fort petite et même insuffisante; de même, si des hôtes nombreux et inattendus venaient, par miracle, s'asseoir au grand banquet de la nature, ils s'apercevraient, suivant l'expression de M. Malthus, que l'on n'avait point fait de provisions pour eux; mais, en économie politique, on ne reconnaît point de tels prodiges. Le grand ordonnateur du banquet a eu soin que les nouveaux convives fussent annoncés long-

tems d'avance, afin que tout fût prêt pour les recevoir, et que les vivres ne manquassent point.

Si l'auteur que je combats a voulu dire que, pour chaque pays, la quantité de vivres que les habitans peuvent se procurer ne peut excéder certaines limites, et que par conséquent le nombre de ces habitans est réglé d'après les mêmes lois, il fallait assigner les causes qui déterminent ces limites, et c'est ce que l'auteur n'a point fait. Si l'on renverse l'ordre qu'il veut établir; si l'on suit les indications de l'expérience, plutôt que sa théorie; si la population est regardée comme la cause et la mesure des produits, au lieu d'en être le résultat, on ne verra plus ce qui peut influer sur la quantité des produits, si ce n'est la nature du sol et l'influence du climat. Mais on sait que le même sol, sous le même climat, et dans des circonstances pareilles, peut être plus ou moins productif, et que par conséquent c'est par une autre voie qu'il faut rechercher les causes assez puissantes pour prescrire des limites aux moyens de subsistance qu'un pays peut procurer à ses habitans. Si cette quantité ne dépendait que du sol et du climat, sans que l'homme pût y rien ajouter, toutes les contrées du globe présenteraient l'application de cette loi générale; cependant il est

des lieux où des races d'hommes inégalement développées font un usage fort différent des mêmes libéralités de la nature. Au nord de l'Amérique, par exemple, les indigènes, réduits à quelques centaines de milliers d'individus dont le nombre décroît sans cesse, et rapidement, peuvent à peine subsister sur un territoire immense et d'une fertilité admirable; dispersés dans de vastes solitudes, ce n'est qu'à force de travaux périlleux qu'ils parviennent à se procurer le nécessaire le plus modique. Dans les mêmes contrées, d'autres hommes tirent d'un travail modéré, et qui ne leur impose point de privations, d'amples provisions qui mettent dans l'aisance une population toujours croissante, et qui s'élève maintenant à plus de dix millions. Ce fait serait inexplicable dans toute théorie qui refuserait d'admettre que la quantité des produits de toute espèce dépend de la quantité de travail et de la manière dont il est fait, c'est-à-dire, de la population et du degré de perfectionnement des individus qui la composent.

Au reste, il est probable que M. Malthus n'a voulu soutenir ni l'une ni l'autre des deux propositions que je viens de discuter. Sa doctrine peut être énoncée ainsi : *Quelles que soient les causes qui influent sur la quantité des subsis-*

tances que l'industrie humaine peut créer ou recueillir, il est un maximum qu'elle ne peut dépasser; mais la population ne s'y arrête pas, et sa force d'accroissement tend sans cesse à la porter au-delà des limites qui lui sont fixées par les ressources en subsistances. Pour l'apprécier sous cette forme, il suffira de reproduire ce que j'ai dit dans les deux chapitres précédens sur les *rapports arithmétiques et géometriques.* Les observations que je viens de faire dévoilent de plus en plus les imperfections du système de cet auteur, quand même on ne contesterait pas les principes sur lesquels il l'a fondé; en lui accordant que la population est nécessairement relative aux moyens de subsistance, on voudra savoir jusqu'où ces moyens peuvent s'étendre : on ne sera pas moins empressé d'apprendre pourquoi, de deux races d'hommes également favorisées par la nature, l'une périt de misère, tandis que l'autre est dans une si grande abondance qu'elle transporte son superflu dans près de la moitié du globe, et pourvoit ainsi aux besoins des autres nations.

CHAPITRE VII.

Continuation du même sujet.

L'espèce humaine possède à un très-haut degré le pouvoir de s'accroître; ce fait est si évident qu'il ne sera point contesté. Tous les auteurs en conviennent, mais ils ne sont pas d'accord sur la mesure de cette faculté d'accroissement. M. Malthus, appuyé par les documens recueillis dans les États-Unis, estime que vingt-cinq ans suffisent pour que le nombre des habitans d'un pays soit au moins doublé. M. Godwin n'admet point le résultat des observations faites sur l'Amérique, et n'accorde sa confiance qu'aux dénombremens de la Suède, d'après lesquels il faudrait un siècle pour doubler la populatiou.

Au fond, l'une et l'autre estimation conduisent à la même théorie générale. Suivant l'un et l'autre, l'accroissement de la race humaine serait assez rapide pour que l'on pût assigner une époque peu éloignée où le globe sera surchargé d'habitans; les deux auteurs admettent également que, si la population n'est point arrêtée

par quelque obstacle, elle augmente en progression géométrique. Ainsi, si la population de la Suède était d'un million d'habitans en 1700, comme elle double de siècle en siècle, elle sera de huit millions en l'an 2000, et continuant à croître suivant la même loi, il est aisé de prévoir les conséquences d'une si prodigieuse population. Il est bien étrange que M. Godwin n'ait pas vu que, sur ce point fondamental, il était d'accord avec M. Malthus, qu'en attaquant le système de cet auteur, ses coups frappaient en même tems sa propre théorie, et la mettaient en contradiction avec lui-même.

Les deux écrivains dont il s'agit pensent donc de la même manière, et comme tout le monde, sur l'accroissement possible de l'espèce humaine, abstraction faite des obstacles qui peuvent le ralentir. On reconnaît aussi, sans divergence d'opinion, que ces obstacles existent, et que par conséquent l'accroissement réel est toujours au-dessous de ce qu'il pourrait être d'après la nature et les facultés de l'espèce humaine. Soit que l'on admette que le nombre des habitans peut doubler en vingt-cinq ans, comme aux États-Unis, ou seulement chaque siècle, comme en Suède et dans quelques autres états de l'Europe, il est également certain que la population de la terre

entière ne suit ni l'une ni l'autre de ces deux lois, depuis les tems historiques ; on peut même douter qu'elle soit plus nombreuse aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a trois mille ans. On sait que dans plusieurs contrées la population fut long-tems stationnaire; que dans d'autres elle diminuait rapidement et diminue encore. Comme tout effet suppose une cause capable de le produire, puisqu'on est d'accord pour attribuer à l'espèce humaine la faculté de s'accroître, il faut bien s'accorder aussi pour admettre que l'énergie de cette force peut être contrebalancée par des obstacles et par des actions en sens contraire.

En effet, MM. Godwin et Malthus, ainsi que tous ceux qui se sont occupés de ces matières, sont tous du même avis sur les causes contraires à la population; ils les trouvent dans les maux physiques et moraux qui, sous des formes si variées, semblent être inséparables de l'humanité; mais, lorsqu'il s'agit d'assigner l'origine de ces maux, les écrivains systématiques commencent à se séparer. M. Malthus les fait dériver d'un excès de population qui se manifeste partout, et que maintient une loi constante de la nature; M. Godwin en accuse les vices des institutions politiques. J'ai déjà signalé les erreurs du premier système, dans lequel la population

serait affaiblie et limitée dans son accroissement, par la cause même qui tend à la porter au-delà de sa mesure naturelle. Au premier coup-d'œil, le second système est plus satisfaisant, car on ne peut douter que des institutions vicieuses ne soient une des causes les plus actives et les plus funestes des maux qui pèsent sur l'humanité. Pour que la théorie de M. Godwin fût conforme à la vérité, il faudrait la prendre en sens inverse, et y transposer les noms de *cause* et *d'effet*. Si nous étions constitués de manière que ni le vice ni l'erreur ne pussent nous atteindre, toutes nos œuvres politiques ou autres porteraient les caractères de la perfection : mais la nature ne nous a point traités aussi favorablement; il est un principe de mal auquel il faut imputer les vices des institutions politiques, nos erreurs, notre imperfection morale. M. Godwin n'est donc pas mieux fondé à dire que, si l'homme renonçait à ses institutions, il retrouverait le bonheur et son innocence originelle : il faudrait, pour que cette conséquence fût juste, que l'homme n'eût perdu tous ces biens que sous l'influence des mauvais gouvernemens, sans le concours d'autres causes, en sorte que, l'influence cessant, ses résultats dussent cesser en même temps. Une telle assertion ne peut obtenir aucune croyance;

il serait superflu de la réfuter. Comme un mauvais gouvernement n'est que l'un des fléaux auxquels nous sommes exposés, si l'on parvenait à s'en débarrasser, et même à lui substituer l'action salutaire des bonnes institutions, il resterait encore les vices et les erreurs des individus, et tout ce qui en émane. Le nombre des maux qui peuvent nous atteindre, quoique réduit, étonnerait encore l'imagination.

Si l'on entreprend de rectifier les systèmes de nos deux auteurs, en ce qui concerne les causes qui nuisent aux progrès de la population, on pourra ne s'occuper que de ce qui est commun à tous les deux, omettre les recherches sur l'origine du mal, et le regarder comme l'un des élémens constitutifs de l'univers. On devra le considérer aussi comme une force qui agit immédiatement et sans cesse contre celle qui tend à augmenter la population. Qu'un tremblement de terre ensevelisse les habitans d'une grande ville sous les ruines de leurs maisons, on ne s'en prendra point aux vices du gouvernement, ni au défaut d'équilibre entre la consommation et les produits du sol : voilà donc une cause de dépopulation qui est dans l'ordre de la nature. Si la fureur des conquêtes porte la guerre et les massacres dans des pays populeux et civilisés,

ces fléaux ne seront point imputés aux mauvaises institutions, ni aux progrès trop rapides de la population, mais à la nature de l'homme, qui n'exclut point les passions funestes, ni leurs attentats. Le principe du mal est aussi essentiellement opposé à l'accroissement de la population, que la sociabilité et les sentimens qu'elle inspire lui sont favorables, comme sources du bien. Les vices ou les vertus, la misère ou le bonheur d'une nation se manifestent par leur influence sur la population : le bonheur et les vertus peuplent les états; les vices et la misère préparent leur ruine par la diminution successive du nombre des habitans.

Quoiqu'il n'y ait point de débats sur cette question, et qu'il ne soit pas nécessaire d'accumuler un grand nombre de preuves pour démontrer que les maux de toute espèce sont l'obstacle qui arrête ou retarde la multiplication de l'espèce humaine sur la terre, il convient cependant d'examiner les principaux modes d'action de ces causes, les formes les plus ordinaires sous lesquelles on peut les observer. Dans un sujet aussi complexe, on ne peut bien connaître l'ensemble qu'après avoir porté des regards attentifs sur chaque partie. On peut classer ainsi les maux dont nous sommes atteints : 1° les

accidens sur lesquels l'homme ne peut rien; ce sont les maux physiques; 2° les vices individuels; 3° les mauvaises institutions politiques; 4° l'état de barbarie, ou de non civilisation. Plaçons ici quelques remarques sur chacune de ces classes, en les prenant dans l'ordre inverse.

1° *L'état de barbarie.* Cette manière d'être des sociétés humaines semble appartenir à la classe des mauvaises institutions; mais par les motifs exposés dans le chapitre précédent, je regarde ces sociétés comme hors de la voie naturelle de l'homme, et presque étrangères aux notions morales; leur caractère propre est de persister dans l'emploi de moyens insuffisans pour se procurer des subsistances : c'est l'adoption de l'agriculture qui marque le passage d'une nation de l'état de barbarie à celui de la civilisation. La chasse, la pêche, les troupeaux, toutes les manières de subsister sans cultiver la terre ne peuvent fournir que des ressources précaires, et la population ne peut augmenter. Tous les individus sont condamnés à des fatigues et à des privations continuelles; la misère s'oppose à la fécondité des mariages; la plupart des enfans périssent en bas âge, et il en est fort peu qui échappent aux dangers qui les menacent jusqu'à ce qu'ils puissent pourvoir eux-mêmes

à leur subsistance. Une nation qui ne cultive point ne peut que s'affaiblir plus ou moins rapidement; car il lui est impossible de devenir plus nombreuse, ni même de se maintenir telle qu'elle se trouve, au milieu de circonstances dont aucune ne lui est favorable. Elle ne peut avoir qu'une ébauche d'organisation politique, une des plus mauvaises formes de gouvernement. Comme rien n'y corrige les vices individuels, ils s'y montrent plus atroces et plus dégoûtans qu'ils n'oseraient le paraître dans les sociétés civilisées : mais ce qui est le plus funeste à cette partie de l'humanité qui n'est point arrivée à la civilisation; ce qui la livre à tous les maux, et lui interdit toutes les améliorations, c'est le système d'économie auquel une fatalité inconcevable la tient attachée. La racine du mal est connue; mais on ne voit pas comment on parviendrait à l'arracher.

2° Une société de cultivateurs est nécessairement civilisée; les causes d'accroissement pourraient y manifester toute leur énergie, et les lois constantes de leur action : cependant on n'observe point cette régularité chez tous les peuples civilisés; le mal physique et moral s'y montre sous d'autres formes, et il y produit des effets analogues à ceux de la manière de vivre

des peuplades barbares, quoique son influence ne soit pas aussi funeste. Parmi les fléaux dont la civilisation ne garantit point, on ne peut guère douter que les mauvaises institutions politiques soient les plus redoutables, en raison de leur étendue et de la permanence de leur action. Aux lieux où les vices des institutions frappent tous les yeux, comme, par exemple, en Turquie, tous les avantages de la société appartiennent à quelques individus, et la masse du peuple est à peu près aussi misérable que si elle était restée dans la barbarie. On y remarque, comme parmi les hordes barbares, une dégradation morale, un affaiblissement des facultés intellectuelles, une population rétrograde presque au même degré. En Turquie et dans tous les états mahométans, la dépopulation se fait sentir depuis long-tems, et semble avoir pris une marche régulière. Dans la plupart des états chrétiens de l'Europe, les institutions politiques ne sont rien moins qu'exemptes de défauts ; cependant, elles protégent jusqu'à un certain point les droits de tous les habitans. Cet état des choses permet à l'industrie de se développer, et, par conséquent, les facultés intellectuelles et morales peuvent y être exercées et se fortifier ; en d'autres termes, la civilisation peut y faire des

progrès, et la population augmenter : c'est aussi ce que l'on y observe depuis long-tems, et surtout depuis les deux ou trois derniers siècles, époque du perfectionnement des institutions politiques et des progrès les plus remarquables de la civilisation. L'accroissement de population est plus sensible dans les états les mieux gouvernés, et chez les peuples les plus civilisés, comme en Angleterre, en France, en Allemagne. Quant à l'effet contraire des mauvaises institutions politiques, il est constamment secondé par les guerres dont elles sont la source, et dont le résultat est le même, de corrompre la morale, de plonger les nations dans la misère, et d'arrêter ainsi, dans leur source, les progrès de la population.

3° *Les vices individuels.* On connaît assez les effets de la paresse, de l'imprévoyance, de l'amour des plaisirs. Ces obstacles à toutes sortes de progrès sont probablement ce qui limite la population des pays les plus anciennement peuplés et civilisés, tels que la Chine et le Japon, où le gouvernement est doux et les subsistances abondantes, mais où certaines causes retardatrices rendent les accroissemens très-peu sensibles, peut-être sans les arrêter entièrement. Dans l'état sauvage où la vie de l'homme est

un combat contre tout ce qui l'environne, où les souffrances continuelles endurcissent le cœur et ne laissent aucune place à la modération, les vices habituels doivent être la férocité et le peu d'égards pour le bonheur d'autrui. Ces dispositions ne peuvent naître ni subsister au sein des sociétés civilisées, où l'homme jouit d'une existence facile et paisible : mais l'imperfection de notre nature se manifeste alors par d'autres vices d'un caractère plus doux, il est vrai, moins odieux et moins destructeurs, mais qui ne sont probablement pas sans une grande influence sur l'accroissement de l'espèce humaine. Les grands états de l'Asie orientale dont on vient de parler ne nous sont pas assez connus pour que l'on sache quelle est leur population, et encore moins, pour assigner avec quelque certitude les lois auxquelles sa marche est assujétie. Cependant, il y a lieu de penser que si elle demeure stationnaire, c'est à cause des obstacles que lui opposent certaines institutions vicieuses, et encore plus, les mauvaises qualités personnelles et la corruption morale d'un très-grand nombre d'individus.

4° Les maux physiques, tels que les tremblemens de terre, les inondations, les maladies épidémiques, l'insuffisance des récoltes, et en

général les accidens sur lesquels l'homme ne peut rien, et dont l'action ne nous paraît soumise à aucune loi, contribuent aussi pour quelque chose à ralentir l'accroissement de l'espèce humaine; mais selon toute apparence, leur effet est beaucoup moindre que celui des causes morales et politiques.

Après ce coup d'œil jeté sur les causes de dépopulation, aux différens degrés de civilisation que l'homme a parcourus, on demandera peut-être ce que nous avons gagné à perfectionner nos systèmes d'économie et de politique, si, en dernière analyse, nous n'avons fait que changer de vices ? La réponse à cette question n'est pas seulement facile à trouver, elle est aussi très-satisfaisante.

Premièrement, nous avons obtenu que la même étendue de terrain pût nourrir un plus grand nombre d'hommes, et que ces hommes fussent plus à l'aise, plus capables de vertus; que chaque pas qu'ils font vers la civilisation fût pour eux un nouveau degré de bonheur. Les habitans d'une ville des États-Unis ne sont pas exempts de défauts ni de peines, sans doute; mais que l'on compare leur condition à celle des Indiens leurs voisins, ou des serfs de la Russie! c'est là qu'il faut voir tout ce qu'ont

acquis l'existence et le bonheur de l'homme.

2° Les vices que l'on remarque le plus souvent dans les sociétés civilisées ne tiennent point à leur constitution, et peuvent être corrigés au moins jusqu'à un certain point ; les progrès de l'art social tendent continuellement à les affaiblir, et à contrebalancer les inconvéniens de ce qu'il est impossible de rectifier, car j'ai déjà fait remarquer que l'imperfection est inséparable de la nature humaine. Avec de bonnes institutions, la paresse et l'amour des plaisirs font place à l'industrieuse activité; à mesure que l'état moral d'une nation se perfectionne, la population prend un accroissement relatif au degré de ces perfectionnemens, et loin qu'il en résulte aucun danger de ne pouvoir nourrir aussi bien un plus grand nombre d'hommes, on voit au contraire une abondance encore plus grande, comme je crois l'avoir démontré dans le chapitre précédent. Cette heureuse situation du genre humain ne pourra changer que lorsque toute la terre sera surchargée d'habitans : mais, comme le dit très-bien M. Malthus, ce tems est si loin de nous que l'on ne peut concevoir aucune crainte raisonnable.

CHAPITRE VIII.

De l'accroissement de la population, aux États-Unis de l'Amérique du Nord.

Le rapide accroissement de la population aux États-Unis d'Amérique est un phénomène des plus remarquables, et que l'on n'avait encore observé dans aucun tems, ni dans un autre lieu. Depuis environ deux siècles, époque des premiers établissemens européens dans cette contrée, le nombre des habitans a été doublé régulièrement, tous les vingt-cinq ans. Suivant M. Godwin, cette population extraordinaire serait venue en grande partie de l'Europe; mais cette assertion manque d'une base essentielle, un calcul exact : lorsqu'il s'agit de chiffres, ses essais ne sont pas heureux. Les données qu'il choisit sont en contradiction avec les documens les plus authentiques; il s'appuie principalement sur deux dénombremens assez rapprochés, l'un de 1800, l'autre de 1810; mais, en les comparant, il commet une erreur tellement évidente, que ses conséquences s'évanouissent. Il est vrai qu'en 1810, aux États-Unis, le nombre des individus âgés de plus de dix ans égalait celui de

la population totale en 1800; déduction faite de ce que la mortalité ordinaire dut enlever dans cet intervalle de 10 ans : on convient aussi que si cette mortalité était telle que M. Godwin l'a supposée dans son ouvrage, le dénombrement de 1810 aurait présenté un résultat très-différent, et beaucoup plus faible. C'est cette différence que l'auteur attribue à l'émigration d'Europe. Mais pour établir le rapport entre les naissances et les décès, il ne distingue point les âges, et suppose que la mortalité n'est pas plus grande dans les deux premières années après la naissance que dans tout le reste de la vie, ce qui est une erreur manifeste. Si l'on applique, suivant la méthode de M. Booth, le rapport réel entre les naissances et les décès, tel que l'établissent les meilleurs documens, on trouvera que les dénombremens de 1800 et de 1810 y sont conformes. En recherchant, d'après les indications les plus sûres, l'influence que les immigrans ont exercée sur la population, depuis le premier établissement, elle paraît fort peu sensible. Il est donc hors de doute que l'accroissement extraordinaire du nombre des habitans, dans notre république, tient à des causes particulières, et plus efficaces chez nous que dans toute autre contrée.

S'il est vrai que les maux physiques et moraux sont le seul obstacle qui puisse retarder les progrès de la population, il faudra conclure que notre part dans la répartition de ces maux est plus legère que celle des autres peuples. Dans le premier chapitre, j'ai classé ces maux suivant leur caractère général : il ne sera pas sans intérêt de reprendre cette classification dans le même ordre, et d'examiner quelle action chaque sorte de mal peut exercer sur les États-Unis.

L'état de barbarie. Nous sommes une société civilisée, agricole : les maux de la barbarie ne peuvent nous atteindre.

Les maux physiques. Nous sommes soumis à tous ceux qui résultent des lois générales de la nature, et de la constitution du globe terrestre. Cependant, il faut en excepter la disette, que nous ne redoutons point. Mais les maladies épidémiques, et celles qui ne sont point l'effet du vice, ne nous épargnent point. Dans le sud, la fièvre jaune visite régulièrement les villes principales : heureusement, elles ne sont ni en grand nombre, ni très-peuplées, en sorte que les ravages de ce fléau ne peuvent être considérables. Mais dans l'intérieur du pays, les habitans ont à redouter les exhalaisons malfaisantes d'un sol humide, que les rayons du soleil n'ont pas en-

core assaini. Les états du milieu, plus anciennement peuplés et défrichés, sont les seuls dont la salubrité soit comparable à celle de l'Europe. Cependant, comme les nouveaux états sont précisément ceux dont la population augmente avec la plus grande rapidité, on ne peut dire que leur climat soit très-malsain : mais tout bien considéré, il y a peu de contrées européennes où l'homme soit plus exposé qu'aux États-Unis, aux maux qui ne sont pas l'ouvrage des hommes, et qui ne dépendent que de la nature.

A ces inconvéniens actuels du climat et du sol, il faut joindre les difficultés d'un premier établissement, d'une colonisation fondée dans une région inculte, au milieu de hordes barbares. Les premiers colons eurent à soutenir contre les sauvages une guerre d'extermination; à mesure que les établissemens s'étendirent, les sauvages se retirèrent dans l'intérieur du continent; mais ils ne perdaient pas de vue les ennemis qui les avaient chassés ; la massue était sans cesse levée sur la tête du colon, le couteau s'apprêtait pour la cruelle opération d'enlever sa chevelure. La diminution rapide de ces hordes féroces, et le respect que leur inspire le gouvernement des États-Unis ont soustrait les habitans de nos frontières aux périls d'un tel voisi-

nage, si ce n'est en tems de guerre avec la Grande-Bretagne; car alors le gouvernement de cette puissante nation pense agir suivant les maximes d'une honorable politique en s'alliant à ces cannibales pour les lancer contre une nation civilisée et chrétienne.

Les attaques des sauvages ne sont pas les seules difficultés qu'il faille surmonter pour s'établir dans une contrée nouvelle et sans culture : des privations pénibles et de rudes travaux sont imposés aux premiers colons. Au milieu des forêts, la hache et le fusil sont leur unique ressource. Il faut qu'ils se construisent un abri, puis une habitation, avec les arbres qu'ils ont abattus; leurs premières cultures sont embarrassées de troncs d'arbres. L'abondance ne peut leur venir qu'avec le travail de la charrue; heureux, s'ils peuvent conserver jusqu'à ce tems leur santé et leurs forces! mais si les maladies viennent les assaillir au milieu de ces premiers travaux, leur situation ne paraîtra, certes, point digne d'envie. On n'attribuera donc point à l'absence des maux physiques l'extraordinaire accroissement de la population des États-Unis : il faut donc en chercher la cause dans une notable diminution de l'autre source de mal, celle qui tient à l'imperfection de notre

nature, et qui se manifeste par des institutions vicieuses, ou par la corruption des individus.

Ces deux obstacles à la prospérité sociale, sous quelque point de vue qu'on la considère, sont moins sensibles aux États-Unis que partout ailleurs. Les droits civils et politiques y sont garantis par un bon gouvernement; les sacrifices imposés à tous pour l'avantage de tous se réduisent à des impôts très-modérés, à un service militaire qui n'est pas pénible : l'industrie y est moins gênée que dans aucune autre société; ainsi, nul obstacle de la part des institutions politiques.

Plusieurs circonstances se réunissent aussi pour diminuer considérablement la funeste influence des vices privés. Il n'est aucun pays où le titre de citoyen ait plus d'importance, et soit environné d'une plus grande considération. Le plus grand nombre de citoyens est composé de propriétaires. Le simple ouvrier qui peut, dès qu'il le veut, acquérir une propriété, se sent aussi indépendant et ne s'estime pas moins que s'il possédait une terre, et la cultivait.

A ces causes préservatrices, il faut joindre celles dont l'action est positive et directe. Parmi des habitans épars sur un immense territoire, l'agriculture occupe presque tous les bras, et

ses travaux, si favorables à la santé et au développement des forces physiques, ne le sont pas moins à la conservation des mœurs. On ne connaît point dans nos provinces les vices raffinés qui naissent au sein des cités où la population est entassée : on ignore aussi les plaisirs vifs et tumultueux des nombreuses réunions d'hommes; mais on est exempt des maux qui viennent trop souvent à la suite de ces plaisirs; il y a plus que compensation. Chez nous le bonheur est chaste, calme, sérieux. Chaque habitant peut se procurer l'abondance, et il n'en est aucun qui veuille s'en passer : mais elle est le prix du travail et de l'activité. Ainsi, la tempérance et l'industrie sont les qualités qui caractérisent l'habitant des États-Unis. Il se plaît au sein de sa famille; c'est là qu'il goûte les charmes du repos après le travail, et toutes les jouissances de la vie. Il connaît peu les sentimens expansifs qui aiment à se produire au grand jour; la vie intérieure convient mieux à la simplicité des mœurs. Si des goûts impérieux entraînent quelques individus hors de ce cercle étroit, c'est le plus souvent à la politique ou à la religion qu'ils se consacrent. Une telle société jouit-elle mieux de la vie que celle où l'on sait varier et multiplier les plaisirs? Nous n'entreprendrons pas de

résoudre cette difficile question : il suffit de faire observer que ces mœurs sont les plus favorables aux progrès de la population.

Résumons. La population des États-Unis a pris un accroissement plus rapide que celle d'aucune autre contrée, parce que l'état politique et la position géographique de ce pays lui ont procuré tous les avantages des sociétés les plus avancées dans la carrière de la civilisation; qu'il en a reçu les connaissances, les institutions perfectionnées, les meilleures habitudes morales, sans importer en même tems les vices des nations qui ont vieilli, la corruption, la paresse et l'imprévoyance dont les effets destructeurs contrebalancent la fertilité d'un sol amélioré par une longue culture. Le phénomène de notre population est donc le résultat d'un bon gouvernement et de bonnes habitudes morales; ou, si l'on veut, il tient à ce que nous ne sommes ni trop mal gouvernés, ni trop vicieux. Nous en tirerons cette conséquence, que le mal physique s'oppose beaucoup moins à l'accroissement de la population, que les mauvaises institutions et la corruption morale; car, comme on l'a vu, la nature ne nous a pas mieux traités qu'aucune nation civilisée.

Remarquons, *en passant*, que les mêmes ob-

servations nous fournissent une brève et décisive réponse aux calomnies de quelques écrivains de l'Europe qui, par je ne sais quels motifs, essayent de flétrir le caractère moral des citoyens des États-Unis. Si, dans leur mauvaise humeur, ils nous représentent comme un peuple sans activité, sans mœurs et sans religion, nous produirons nos dénombremens : aucun sophisme ne peut résister à la force d'un tel argument.

CHAPITRE IX.

Des institutions et des lois en faveur du mariage.

Si le système de M. Malthus n'est pas une erreur; s'il faut croire, avec cet écrivain, que l'accroissement de population est l'origine et la cause toujours plus active des maux que nous souffrons, le seul espoir qui nous reste est d'attaquer cette cause, d'opposer à son action des obstacles qu'elle ne puisse surmonter : et, puisque le mal est dans la nature des choses, c'est de l'art qu'il faut attendre le remède. Certaines conséquences de ce système n'obtiendront point l'approbation des esprits justes, ni l'assentiment des âmes pures : on en déduirait, par exemple, que le libertinage serait utile au bien général, qu'abandonner ses enfans serait une action digne d'éloges, et d'autres maximes aussi révoltantes. Sans appuyer sur cette objection, quoique très-importante, bornons-nous à exposer ce que M. Malthus lui-même regarde comme capable d'arrêter les progrès de ce redoutable ennemi, la population.

Selon cet auteur, tout mariage contracté sans

que les époux aient la certitude de pourvoir dans tous les tems aux besoins de la famille, est un acte essentiellement immoral : mais il ne conçoit pas comment la société pourrait empêcher que l'on n'eût envers elle un tort de cette nature. Le véritable caractère du bien social est d'être le résultat de l'action spontanée des membres de la société. Suivant M. Malthus, l'autorité publique devrait éclairer le peuple sur les dangers des mariages imprévoyans, avertir ceux qui s'y exposent qu'ils ne doivent compter sur aucun secours pour s'en tirer, non plus que leurs familles, et ne point faire une vaine menace. Les fondations publiques pour le soulagement des pauvres, des vieillards et des infirmes devraient être abolies graduellement : la charité, quelque sens que l'on donne à ce mot, serait tout-à-fait hors d'usage, excepté lorsqu'il s'agirait de soulager une infortune non méritée, accidentelle et passagère. Tel est le plan de conduite que M. Malthus regarde comme la conséquence, l'application, le complément de sa théorie. Un ennemi personnel de cet écrivain n'aurait pu revêtir ses doctrines de formes plus repoussantes. Admettre ces principes, c'est se condamner à ne rejeter aucune de leurs conséquences; M. Malthus a eu le courage et la

loyauté de les montrer à découvert, dans toute leur difformité; ce dévouement fait honneur à son caractère. Il faut convenir cependant que dans sa propre hypothèse, en admettant que les choses sont telles qu'il les représente, les remèdes qu'il indique ne sont pas les mieux appropriés au mal, et qu'on peut en trouver d'autres plus efficaces, et moins opposés aux notions ordinaires de l'équité.

M. Malthus a certainement raison de blâmer les mariages contractés sans avoir pourvu suffisamment aux besoins de la famille future, et de regarder ces unions comme contraires à la morale : mais on peut douter que la société n'ait pas le droit de les empêcher; on voit au contraire, et très-clairement, que puisque l'état social est le plus conforme à la nature de l'homme, les droits de la société sont les plus importans, et doivent fixer les limites des droits individuels. Si les unions imprudentes sont rares, et ne causent à la société qu'un dommage assez léger, on aurait tort de leur opposer des mesures prohibitoires, parce que l'exécution de ces mesures peut être une occasion de désordres plus graves que celui qu'on veut prévenir, et non parce qu'elles excéderaient les droits de la société. Puisque, suivant M. Malthus, la partie la plus

nombreuse de la population ne sait point résister aux penchans naturels qui la portent à ces unions réprouvées par la morale, et si préjudiciables à la société, le gouvernement a plus que le droit d'arrêter le mal par des lois : ses devoirs le lui prescrivent impérieusement. Il ne peut demeurer indécis entre ce qui est nécessaire à tous, ou conforme à l'intérêt général, et ce qu'il voudrait laisser à l'intérêt privé, d'autant plus que, dans le cas dont il s'agit, ses lois ou ses institutions sont faites pour cette partie de la nation qui connaît mal ses véritables intérêts, et ne sait pas se soustraire au danger, même lorsqu'elle est avertie et qu'elle le voit, parce qu'elle n'a pas assez d'énergie et de raison pour résister, quand il le faudrait, à ses penchans naturels. Les magistrats qui voient le mal, et que les passions ne subjuguent point, sont alors la sauve-garde du peuple, et les mesures qu'ils prennent, sont une preuve de leur sagesse et de leur sollicitude, et l'accomplissement de leurs devoirs.

Ces magistrats pourraient atteindre leur but par deux moyens également praticables, et contre lesquels on ne pourrait faire aucune objection fondée. D'abord, on pourrait fixer l'âge auquel il sera permis de contracter l'u-

nion conjugale, et le fixer de sorte que l'accroissement de la population ne soit pas trop rapide, ni dangereux. Comme cette fixation peut être faite avec une exactitude mathématique, la loi qui la sanctionnerait n'aurait rien qui ne fût utile, et conforme à l'équité, puisqu'elle serait applicable à tous les membres de la société. Dans le désolant système de M. Malthus, la pauvreté perdrait jusques aux consolations domestiques, et la richesse aurait le monopole de toutes les jouissances, y compris celles de l'amour et du mariage : ni justice, ni sûreté dans ce partage : si quelques privations, quelques souffrances sont imposées par la société, pour l'intérêt social, qu'elles soient également supportées par tous. Lorsqu'un navire n'a que peu de vivres, on ne massacre point une partie de l'équipage, maison diminue les rations.

Une autre disposition non moins plausible serait de calculer, pour chaque âge, le nombre d'unions que la société peut autoriser sans avoir à craindre un excès de population, et de les répartir par la voie du sort; tout le reste serait soumis aux rigueurs du célibat. Dans ce cas, les associations humaines imiteraient le gouvernement intérieur d'une ruche : la population y serait divisée en reines, mâles, et ou-

vriers : les deux premières classes auraient soin de pourvoir à la conservation de la race, et le travail de la troisième alimenterait toute la société. Ces deux manières de gouverner seraient, à mon sens, plus admissibles que ce que propose M. Malthus : si elles paraissent absurdes, ou tout-à-fait impraticables, c'est parce qu'elles se rapportent à un état de choses qui n'existe point, et ne peut exister.

Je conviens qu'il est immoral de se marier sans avoir une certitude raisonnable de pourvoir aux besoins d'une famille : on pourrait dire, dans le même sens, qu'il est immoral de se mettre à table sans avoir la certitude de digérer ce que l'on mangera. Dans l'un et l'autre cas l'intelligence ne nous gouverne point, et ce qui n'est pas conforme à la raison ne peut être moral. Mais pour la conservation des espèces et des individus la providence ne se repose point uniquement sur les conseils de la raison et sur le sentiment du devoir : c'est par le pouvoir de l'instinct et des penchans naturels qu'elle atteint le plus sûrement ce double but. L'inclination mutuelle est le motif, la cause des mariages ; et comme ces facultés aimantes ne sont refusées à aucun individu, l'intention de la nature est que tous se marient. Elle veut aussi que cette union

soit contractée à l'époque de la vie où les penchans sont les plus forts, dans la jeunesse. Telles sont ses lois; et ce n'est qu'en observant en toutes choses les lois éternelles de la nature que l'on peut concilier le bien général avec le bonheur des individus. Ces lois de la nature admettent sans doute quelques exceptions, et ceux qui sont ou qui pensent être dans l'un des cas exceptés peuvent régler leur conduite d'après leur position : mais il est impossible que le genre humain soit trompé par la nature, et qu'en obéissant aux impulsions qu'il en reçoit, il ait à redouter aucun danger; que la raison et le sentiment ne soient point d'accord sur la réalité des choses, et donnent à l'homme des conseils opposés; que la société ne trouve ses garanties que dans les applications du calcul des probabilités, et que, pour le commun des hommes, le raisonnement soit un guide plus sûr que ses inclinations, que les lois de la nature. Une telle proposition ne supporterait pas un seul moment de réflexion et d'examen.

Admettons donc que les mariages ne peuvent jamais être nuisibles au bien général, puisque le vœu de la nature est de former cette union entre tous les individus. Il serait fort inutile de statuer par des lois spéciales sur les rares excep-

tions que comporte l'ordre naturel, et de suivre dans ces cas les conseils de M. Malthus directement opposés à la multiplication des mariages, et par conséquent à la nature et à la vérité.

Les législateurs et les philosophes les plus illustres de l'antiquité et des tems modernes se sont attachés à favoriser l'accroissement de la population. Les principes que j'ai développés tendent au même but, et prouveraient que les lois portées, à différentes époques et en différens pays, en faveur du mariage, sont plus conformes à la raison que la théorie de M. Malthus. Mais dans le fait, l'influence des lois est très-faible sur ce qui tient aussi essentiellement aux passions de l'homme ; les gouvernemens ne gagnent que bien peu de chose, soit qu'ils encouragent les unions conjugales, soit qu'ils prétendent en diminuer le nombre. La providence n'a pas confié à la politique le soin de régler ce qui est relatif à la conservation de l'espèce humaine ; elle ne se repose que sur le pouvoir irrésistible des penchans individuels. Dans tous les tems, et dans tous les pays, le peuple se maria ; cet usage sera maintenu, quels que soient les progrès de l'art social, suivant les vues des gouvernemens, ou contre leurs intentions, comme on l'a prouvé dans cet ouvrage.

CHAPITRE X.

Des établissemens publics pour le soulagement des pauvres.

Dans le système de M. Malthus, la taxe des pauvres, telle qu'elle est établie en Angleterre est l'impôt le plus désastreux qui ait jamais pesé sur une malheureuse nation : et les gouvernemens qui ont imité la Grande-Bretagne doivent se hâter de supprimer cette taxe funeste. En effet, si cet auteur ne s'est point trompé, la charge énorme que l'Angleterre s'est imposée ne servirait qu'à perpétuer dans son sein, à augmenter peut-être cette population dont on prétend soulager la misère, et la nation se ruinerait pour faire quelques malheureux de plus. Ainsi, la conséquence immédiate de l'application du système de M. Malthus serait l'abolition des lois et des établissemens en faveur des pauvres.

Mes idées sur le même sujet conduisent à un résultat très-différent. S'il est vrai, comme je le pense, que la population d'un pays ne dépend pas uniquement des produits du sol, mais aussi du nombre, des facultés et des habitudes des individus dont elle est composée, l'établissement

d'une taxe en faveur de la vieillesse ne fait que conserver un peu plus long-tems quelques individus, et ne tend point à l'accroissement de la population active. La perspective d'aller terminer sa vie dans un hôpital ne fera pas contracter des mariages imprudens, ne ralentira point les travaux, ni les progrès de l'industrie. On se mariera, quel que soit l'état de la société indépendamment des circonstances, des institutions et des lois ; dire que les hôpitaux favorisent la paresse et augmentent le nombre des fainéans, serait à peu près l'équivalent de cette autre assertion : les galères sont un lieu de refuge pour les brigands, et ne peuvent que multiplier les vols sur les grands chemins.

Une taxe pour le soulagement des vieillards, des infirmes et des pauvres ne peut nuire aux intérêts de la société, et l'humanité la réclame, lorsque la société est nombreuse et civilisée. En effet, à mesure qu'une nation croît en nombre et en civilisation, elle éprouve aussi plus fortement l'action de quelques causes naturelles ou des circonstances politiques. Un tremblement de terre, une inondation ne feront presque aucun mal à une tribu sauvage ; quelques huttes renversées, un très-petit nombre de morts seront les seules traces que ces fléaux laisseront après

eux. Dans une contrée populeuse, les habitations détruites, les individus privés de la vie ou de leurs moyens de subsistance seront comptés par milliers. Dans une société civilisée, une bataille réduit au désespoir une multitude de familles qui perdent leurs chefs, leurs protecteurs, leurs ressources et leurs espérances. Toute l'Europe ne l'a que trop bien senti pendant les dernières guerres, et en dernier lieu, l'Irlande a fait voir les tristes suites de la perte d'une seule récolte.

Ces chances malheureuses, auxquelles les sociétés sont plus exposées à mesure qu'elles deviennent plus nombreuses et plus civilisées, sont une sorte de compensation des biens attachés à la civilisation. Dans cet état des sociétés, le devoir du gouvernement est de pourvoir autant qu'il est possible aux maux que la prévoyance ne peut éloigner. Il n'est pas possible de les réparer entièrement, même dans les circonstances les plus favorables; on le peut encore bien moins, lorsqu'ils arrivent par la faute de l'administration. Mais quelle qu'en soit la cause, l'humanité prescrit impérieusement de venir au secours des victimes, et de ne pas les abandonner aux soulagemens incertains et mal répartis des charités particulières. La bienfaisance serait beaucoup

plus utile, adoucirait plus de maux et réparerait plus de pertes, si elle portait son offrande dans les établissemens publics. La charité même a besoin d'une sage organisation, et chez tous les peuples généreux et chrétiens, les établissemens de secours seront toujours une partie importante de l'administration publique.

Les vues de M. Malthus conviendraient mieux aux établissemens destinés à soulager les maux qui viennent à la suite des vices privés : tels sont, par exemple, les hospices pour les enfans trouvés qui sont presque toujours les fruits d'unions illégitimes. On ne peut nier que ces institutions sont un encouragement pour les vices des parens de ces infortunés, quoique la réflexion et le calcul se trouvent bien rarement avec la cause des désordres qui peuvent rendre ces institutions nécessaires. C'est à l'enfant que s'adresse la bienfaisance de la société : cet être n'est-il pas innocent? doit-il être exposé à périr, abandonné à la misère ou au vice, pour expier une faute qui n'est pas la sienne? sauver la vie et soulager les souffrances, lorsque nous le pouvons, voilà notre devoir, et la crainte de quelques inconvéniens auxquels il peut nous exposer ne nous empêchera pas de l'accomplir : nous en dispenser, serait commettre le mal sciemment, et n'écouter ni

les cris de l'humanité, ni les conseils de la raison.

En général, le système de M. Malthus aurait, dans ses applications, le fâcheux inconvénient de ne tenir presque aucun compte de l'existence individuelle : *uno avulso, non deficit alter*, tel est le résumé de cette doctrine. Dès qu'une place est vacante au banquet de la nature, trois ou quatre prétendans se la disputent, quoiqu'elle ne puisse être occupée que par un seul. L'être placé à la tête de la création est la production que l'on prodigue le plus en raison de son abondance. Dès que l'on parle de bien général, la perte de cent mille vies est un poids trop léger pour qu'on le mette dans la balance : cette perte est si promptement réparée, qu'un homme d'état, un conquérant parviennent à se persuader qu'ils agissent pour le bien de l'humanité; dès lors, ils ne se feront aucun scrupule de sacrifier, pour un aussi grand objet, les existences individuelles, choses trop au-dessous de leurs vastes pensées. Ainsi, en ne considérant dans l'homme que l'être physique et sa valeur pour une sorte d'emploi, on perd de vue la dignité de l'être moral. On parvient difficilement à concilier les notions de droits qu'il faut respecter, avec celle d'une existence qui mérite aussi peu d'attention, dont on use comme d'une matière sur-

abondante, et qui ne coûte rien. Cette manière de considérer les hommes émousse la sensibilité naturelle, détruit le principe de la sociabilité; elle porte à regarder comme une erreur vulgaire la bienveillance universelle, le respect pour tout ce qui tient à l'humanité; après avoir prodigué les hommes sous prétexte du bien public, on ne sent plus de répugnance à s'en servir de la même manière pour des intérêts privés.

Je suis intimement convaincu que les vues et les sentimens de M. Malthus sont directement opposés à ces maximes anti-sociales. Mais il n'est pas moins certain que ses doctrines, si elles étaient adoptées et mises à l'épreuve de l'expérience, conduiraient nécessairement à cette manière de traiter l'espèce humaine, et de la diriger vers le seul bonheur dont on l'aurait jugée susceptible. Heureusement, les sentimens d'affection qui attirent l'homme vers ses semblables tiennent trop à sa nature pour qu'ils puissent être altérés par des sophismes ou des calculs. Cependant, comme le système que je combats tendrait à les faire considérer comme des erreurs dangereuses et réprouvées par le sens commun, les amis de l'humanité verront avec satisfaction que l'on peut opposer à ce système une réfutation satisfaisante. Des esprits justes et des âmes pures

ont pu se laisser entraîner par un écrivain digne d'estime par son caractère, séduisant par la forme de ses raisonnemens et les charmes du style : j'espère que les chapitres précédens auront changé leurs opinions ; qu'ils demeureront convaincus, comme je le suis moi-même, que la théorie de M. Malthus est aussi contraire à l'expérience et à la raison, que désolante pour l'humanité, injurieuse pour la dignité et la noble destination de l'homme.

CHAPITRE XI.

Des salaires.

Le salaire est le produit du travail, pour celui qui a travaillé. Si le travail devient plus productif, lorsque la population augmente, le salaire doit croître dans le même rapport. Mais comme cet accroissement n'a pas lieu partout, ni régulièrement, il convient de rechercher les causes de ces variations qui paraissent quelquefois contraires à l'ordre naturel des choses et à l'équité.

Si chaque membre de la société recueille tous les fruits de son travail, ou s'il en reçoit la valeur, plus ce travail sera productif, plus il ajoutera au bien-être de chaque individu. Ainsi, les progrès de la population, et par conséquent de l'industrie, exerceront également, sur toute cette population, leur bienfaisante influence; car pour la société, la totalité du travail dont elle recueille les fruits est la somme des travaux individuels. Mais si cet ordre est interverti, si la répartition des produits est inégale, la somme de ces produits n'est plus une donnée qui puisse faire connaître les parts individuelles, et par

conséquent, les salaires dont la valeur dépend à la fois de la somme des points, et des principes qui règlent la répartition.

Les principes d'après lesquels le prix du travail est établi sont un des produits les plus importans de l'économie politique. Comme ils tiennent aux principes dugouvernement, ils varient plus ou moins d'un état à l'autre sur toute la terre. Autrefois comme aujourd'hui, de grands états étaient fondés sur une extrême inégalité de partage : le peuple n'avait aucun droit au produit de son travail ; telle est la condition de l'esclave. Comme sa personne appartient à son maître, tout ce qu'il peut produire est aussi la propriété de ce maître ; il n'a point de salaire à recevoir. C'est de la bonté du maître qu'il reçoit ce qu'il lui faut pour vivre et travailler : ce n'est plus un être moral, mais seulement le plus intelligent et le plus utile des animaux domestiques.

Dans quelques autres états, il n'y a point d'esclaves, et les lois garantissent à l'homme laborieux la paisible possession des fruits de son travail : mais les propriétés y sont distribuées de sorte que la masse de la population n'a que ses bras, et dépend, pour sa subsistance, des propriétaires qui forment le plus petit nombre.

Si c'est le territoire qui est distribué en grandes propriétés, et si le peuple est nombreux, il sera dans la nécessité d'offrir son travail aux riches, et les salaires seront très-bas, quelle que soit la quantité des produits. Un état constitué de la sorte ne peut que dépérir, et tend à sa dissolution. Le prix du travail n'y suffit pas pour que l'ouvrier et sa famille sortent de la misère; les facultés physiques de la classe laborieuse sont affaiblies; la population cesse d'augmenter, et bientôt elle diminue. Il semble qu'une peste invisible parcoure le pays, exerçant partout ses ravages silencieux. Sous une telle administration, un état perd, à chaque génération, une partie de sa puissance et de sa richesse; les cultures disparaissent, le pays se convertit en désert. L'histoire présente plus d'un exemple de cette décadence; mais le plus frappant est peut-être celui de la Sicile qui nourrissait autrefois douze millions d'habitans, et qui exportait cependant une si grande quantité de blé qu'on la nommait *le grenier de l'empire romain*. Aujourd'hui, cette île ne contient plus qu'un petit nombre de seigneurs ignorans et presque barbares, et moins d'un million de paysans misérables et affamés.

Ces effets désastreux du trop bas prix du travail

seront encore augmentés, si le gouvernement impose les salaires, en échange de la protection qu'il prétend accorder à la classe laborieuse, et des droits personnels qu'il veut bien lui concéder. On observe cependant que ce cas est assez rare, et que, dans les états où l'organisation des propriétés est très-vicieuse, les impôts sont ordinairement très-modérés.

Une mauvaise distribution des propriétés et son influence sur les salaires peuvent être sans effet remarquable relativement aux progrès de la population. Dans ce cas, le mal est contrebalancé par un principe, une sorte d'instinct de perfectionnement : cette cause agit sans cesse, pénètre partout, conserve ce qui est bien, et prépare les améliorations. Le nombre des ouvriers augmente, et la masse des produits du travail croît en même tems, et dans le même rapport; le nécessaire et même un peu de luxe est à la portée de tous, on consomme plus, on jouit plus : l'aspect de la société est changé, elle présente partout le spectacle de l'activité et de l'aisance. L'augmentation rapide de la somme des produits amène nécessairement celle des salaires, quoique le travail ne soit pas rétribué suivant les principes de l'équité. La Grande-Bretagne s'est trouvée successivement

dans ces diverses situations d'une société qui se perfectionne, jusqu'à l'époque de ses guerres civiles et de l'établissement de ses institutions politiques. A la suite de ces grandes améliorations, on remarqua bientôt les progrès de l'industrie et de la population : les salaires furent plus élevés qu'à aucune des époques précédentes, mais ils n'atteignirent point le niveau de la production, le taux auquel les eût portés une répartition moins inégale de la masse des produits. La population de l'Angleterre est à peu près celle des États-Unis d'Amérique : mais dans le premier de ces deux pays, où la production est immense, les salaires sont plus faibles que dans le second, parce qu'aux États-Unis, à moins que des esclaves ne livrent à leur maître les fruits d'un travail non salarié, l'homme laborieux jouit de tout ce qu'il produit, ou n'en cède qu'une très-petite partie aux grands propriétaires, ou aux percepteurs de l'impôt.

Règle générale. Pour fixer le taux des salaires, il faut tenir compte des circonstances politiques et économiques, et des principes de gouvernement et d'administration aussi bien que de la population, de l'industrie et de la somme totale de ses produits.

Pour comparer les salaires entre eux, il serait

peu sûr de les évaluer en argent; cette comparaison ne peut être exacte qu'après avoir converti cette valeur monétaire en objets de première nécessité. Si la quantité de numéraire ne change nulle part, le prix des objets de nécessité diminuera lorsque la production sera plus abondante: il serait réduit au quart, si la production est quadruplée, et alors un schelling procurerait aux acheteurs autant de marchandises qu'ils en avaient auparavant pour quatre schellings; on serait précisément dans le même état. Il est vrai que l'abondance ou la rareté du numéraire suivent ordinairement les variations des différens objets de consommation utiles ou d'agrément. Si les demandes de blé et de coton sont plus nombreuses, celles des métaux précieux se multiplieront aussi, et la valeur nominale des denrées de première nécessité sera nécessairement augmentée par cette cause, tandis que leur abondance aurait dû en faire baisser le prix. Ces deux actions en sens contraire se détruisent en partie, ou compensent leurs effets : mais dans le vrai il n'est pas nécessaire que les moyens matériels d'échange soient une marchandise dont l'abondance dépende de la quantité des produits livrés au commerce : le crédit y supplée, et offre beaucoup plus de facili-

tés aux transactions commerciales. C'est par ces considérations que l'on peut se rendre compte de la grande différence entre les valeurs nominales des salaires en Angleterre et aux États-Unis d'Amérique, différence qui paraît excessive au premier coup d'œil, en ne considérant que la situation politique des deux gouvernemens, et l'état des habitans dans chacun de ces pays.

CHAPITRE XII.

Résumé.

J'ai cherché à rendre cet ouvrage très-court; il ne contient réellement que le sommaire des argumens sur lesquels ma théorie est fondée : il n'était peut-être pas nécessaire d'offrir, dans un dernier chapitre, le résumé de ces argumens et de cette doctrine. Mais une exposition plus rapide fera mieux saisir l'ensemble; l'enchaînement des propositions sera mieux aperçu; les idées mises en ordre deviendront encore plus claires et plus justes : j'ai pensé que ce chapitre ne serait pas inutile.

J'ai commencé par combattre les systèmes de MM. Godwin et Malthus, relativement aux institutions politiques. Le premier dit positivement que ces institutions sont la source et la cause permanentes de tous les maux que nous souffrons; suivant l'autre, elles ne seraient qu'indifférentes, et incapables d'améliorer le sort de l'espèce humaine. L'auteur ne le dit pas expressément; mais comme il attribue toutes nos misères à un excès de population, il en résulte

nécessairement que le mal ne peut être arrêté que par les obstacles qui empêcheront la population de croître, et les institutions politiques n'ont pas ce pouvoir. Je n'ai pas cru qu'il fût nécessaire de donner beaucoup d'étendue à la défense de ces institutions, de développer tout le bien qu'elles ont fait, même dans leur état d'imperfection, et celui qu'on doit en attendre, à mesure qu'elles seront améliorées : j'ai regardé ce fait comme universellement reconnu, et j'en ai conclu que les doctrines qui le nient ne peuvent être vraies. Tel a été le sujet du premier chapitre.

Passant ensuite à l'exposition du principe fondamental de ma doctrine, que l'accroissement de population est une cause d'abondance, et non de disette, j'ai fait voir que cet accroissement augmente les produits du travail, en même tems que le besoin de ces produits, et dans le même rapport; qu'il déterminait le perfectionnement de l'industrie, et rendait le travail plus productif. Cette proposition est discutée dans le second et le troisième chapitre, et j'ai prouvé qu'elle est d'accord avec les principes généraux de l'économie politique, et avec l'observation, comme on le voit par plusieurs exemples tirés de l'histoire de la civilisation. J'ai donc établi que non-seulement le système de M. Malthus

n'est pas la vérité, mais qu'il est précisément tout le contraire de la vérité.

Mais en admettant que le travail devient plus productif, et les moyens de subsistance plus abondans, à mesure que la population augmente, n'est-on pas exposé au danger de manquer des moyens de produire assez pour cette population toujours croissante? M. Malthus affirme que tel est l'état présent et la condition nécessaire des sociétés humaines, dans tous les tems et sur toute la terre, parce que la population tend continuellement à croître plus rapidement que les moyens de subsistance. Il fallait réfuter cette assertion, puisqu'elle est contraire aux principes établis dans les chapitres précédens.

Tel a été l'objet des quatrième et cinquième chapitres. J'ai signalé, dans les raisonnemens de M. Malthus, des fautes de logique et de calcul, et prouvé qu'il n'est pas vrai, malgré l'assertion contraire de cet auteur, que toute population est bornée, pour sa subsistance, aux produits du sol qu'elle occupe. Cette assertion peu soutenable est réfutée par une multitude de faits et l'exemple des grandes cités, telles que Londres. J'ai fait voir aussi que M. Malthus a mal choisi le terme de comparaison d'après

lequel il mesure les progrès de la population et leur effet, qu'il s'est arrêté à un cas particulier, au lieu de chercher un terme moyen correspondant au cas le plus général; chacune de ces erreurs suffisait pour renverser le système où elle est admise comme principe.

Après avoir mis hors de doute cette proposition fondamentale, que l'accroissement de population est une cause d'abondance, et non de disette, et dégagé cette vérité consolante des seules objections qui pussent l'empêcher de paraître dans tout son éclat, il n'était peut-être pas nécessaire de se livrer à des recherches sur la mesure précise de l'accroissement de l'espèce humaine, et sur les causes qui peuvent hâter ces progrès, ou les ralentir : mais comme ces questions sont intéressantes par elles-mêmes, et traitées par tous les auteurs en même tems que celles qui nous occupent; j'en ai parlé brièvement dans les sixième et septième chapitres. J'ai montré que la mesure de la population est principalement, et presque uniquement fixée par le degré de civilisation ; que ses progrès sont plus ou moins arrêtés par les maux physiques et moraux qu'il est au pouvoir de l'homme de diminuer jusqu'à un certain point, mais qui tiennent à la nature des choses et à celle de

l'homme lui-même, et qui ne disparaîtront jamais totalement, en sorte que la terre ne sera jamais surchargée d'habitans.

Cette proposition est développée dans le huitième chapitre, et appuyée par l'exemple des États-Unis d'Amérique. L'accroissement prodigieux de la population dans cette contrée, phénomène dont l'histoire du monde ne présente aucun exemple, est attribué à l'excellence des institutions sociales et aux bonnes mœurs, plus encore qu'aux avantages de la position géographique. Aucune autre contrée ne réunit au même degré ces sources de tous les biens, et par conséquent de la population. J'ai dit que l'abondance dont jouissent les habitans des États-Unis n'est pas la cause, mais l'effet de l'heureuse situation morale et politique dans laquelle ils se maintiennent. J'ai fait contraster, avec la prospérité de mes compatriotes, la misère des tribus indiennes qui, placées dans les mêmes circonstances, à la civilisation près, diminuent de jour en jour par l'effet d'une disette permanente, d'une existence précaire et de la privation de toutes les jouissances qui composent le bonheur.

Les trois chapitres consacrés à ces matières sont en dehors de mon sujet : j'y rentre dans les chapitres suivans. Le neuvième et le dixième

sont consacrés à l'examen des opinions de M. Malthus sur les lois et les institutions en faveur des pauvres, et sur les encouragemens donnés au mariage. Quoique ces opinions soient conformes au système de l'auteur, et déjà frappées des coups qui ont fait crouler tout l'édifice, j'ai cru devoir insister sur l'opposition manifeste entre les conséquences de ce système et l'instinct de bienveillance et de sociabilité que l'homme tient de la nature, qui sollicite si fortement et si universellement la jeunesse à former des unions conjugales, et tous les âges à soulager les souffrances. Cet argument, fût-il seul, suffirait pour renverser le système de M. Malthus.

Dans le chapitre suivant, j'ai expliqué comment l'état de civilisation influe sur le taux des salaires, et peut empêcher, dans plusieurs cas, que ce taux ne suive l'accroissement des produits du travail, comme l'équité l'exigerait.

Tels sont les principaux sujets traités dans cet ouvrage. Je crois fermement que mes principes sont vrais, et mes recherches les plus attentives me confirment dans l'opinion qu'ils sont nouveaux. Je ne puis savoir si le public sera du même avis, quant à leur importance, et quant à leur nouveauté : quoi qu'il en soit, je ne regretterai point d'avoir consacré un petit

nombre de pages à la défense des principes sociaux et philanthropiques. Je puis m'être trompé; mon ouvrage provoquera peut-être une controverse : mais il ne fournira point d'aliment aux passions malignes, et ne peut qu'encourager les affections douces et bienfaisantes dont il est l'interprète, et qu'il rétablit dans tous leurs droits.

FIN.

TABLE
DES CHAPITRES.

Préface de l'édition anglaise. 1
Préface de l'auteur pour la traduction française. 7
Chapitre premier. Observations préliminaires. 25
Chap. II. Effets économiques des progrès de la population. 34
Chap. III. Effets économiques de l'accroissement de la population, suivant les différens états et les progrès de la société. 41
Chap. IV. Des rapports des progrès de la population avec l'accroissement des moyens de subsistance. 53
Chap. V. De la puissance d'accroissement qui appartient à l'espèce humaine. 59
Chap. VI. Des causes qui font augmenter la population. 70
Chap. VII. Continuation du même sujet. 75
Chap. VIII. De l'accroissement de la population, aux États-Unis de l'Amérique du Nord. 88
Chap. IX. Des institutions et des lois en faveur du mariage. 97
Chap. X. Des établissemens publics pour le soulagement des pauvres. 105
Chap. XI. Des salaires. 112
Chap. XII. Résumé. 119

FIN DE LA TABLE.

HOLZER
BINDERY
ANN ARBOR